

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

RÔLE DU PRÉSIDENT

AUX

DÉBATS DE LA COUR D'ASSISES

(ÉTUDE CRITIQUE ET DE LÉGISLATION COMPARÉE)

PAR

Alexandre REULOS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DU PROCUREUR GÉNÉRAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 5 mai 1900, à 10 heures

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { MM. LAINÉ } *professeurs*
 GARÇON }

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**
22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE

RÔLE DU PRÉSIDENT

AUX

DÉBATS DE LA COUR D'ASSISES

(ÉTUDE CRITIQUE ET DE LÉGISLATION COMPARÉE)

PAR

Alexandre REULOS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

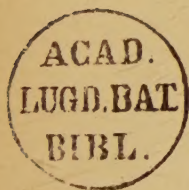
ATTACHÉ AU PARQUET DU PROCUREUR GÉNÉRAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 5 mai 1900, à 10 heures

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { MM. LAINÉ } *professeurs*
 { GARÇON }



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1900

A MON PÈRE

A MA MÈRE

LE RÔLE DU PRÉSIDENT

AUX

DÉBATS DE LA COUR D'ASSISES

INTRODUCTION

Des efforts considérables ont été tentés dans ces dernières années, pour modifier les règles de notre Procédure criminelle dont les vices apparaissent aux moins initiés. La plus grande partie des critiques a porté sur le jury. Beaucoup prétendent que cette institution très bonne en principe, est actuellement viciée dans son fonctionnement actuel ; d'autres criminalistes proposent sa suppression pure et simple. Cette discussion à l'ordre du jour, ne rentrant pas dans le cadre de notre étude, nous nous bornons à l'indiquer.

A la question de la réforme du jury est liée celle touchant le rôle de notre Président d'assises. Les hautes fonctions que remplit ce magistrat, l'autorité et les pouvoirs exceptionnels dont il dispose, ont attiré

sur lui les critiques des criminalistes et des juriscultes les plus éminents. Cette partie de notre Procédure criminelle est particulièrement délicate à examiner, car on ne peut l'étudier isolément et *in abstracto*, en suivant rigoureusement l'ordre des articles que notre Code y a consacré. En effet, le Président exerce ses fonctions dans un milieu où le jury, les magistrats de la Cour, la défense et l'accusation jouent des rôles prépondérants qui se pénètrent réciproquement au gré des incidents et des conflits multiples qui peuvent surgir.

C'est donc à l'audience même qu'il faut voir agir le Président des assises. Tantôt il nous apparaîtra comme directeur des débats, tantôt il sera chargé de faire jaillir la lumière sur les points obscurs de l'affaire et d'arriver ainsi à la manifestation de la vérité. Il nous faudra enfin étudier le rôle du Président par rapport aux deux magistrats siégeant à ses côtés.

Notre sujet touche en outre à la question brûlante du recrutement de la magistrature. Sans entrer dans cette discussion, nous ne pouvons nous empêcher de constater que, de ce côté, des réformes sérieuses s'imposent au législateur. En effet, la nomination des Présidents d'assises, leurs dignités, leur rang dans la hiérarchie judiciaire, les honneurs qui leur sont rendus ont une influence directe sur l'autorité, le prestige et l'impartialité de ces magistrats.

Avant d'entrer dans le corps de notre étude, il est

nécessaire de jeter un rapide coup d'œil sur le fonctionnement d'une de nos Cours d'assises et d'esquisser les traits caractéristiques du rôle prépondérant joué par le Président au cours des débats.

Sur l'estrade qui domine la salle d'audience la Cour a pris place et à quelques mètres d'elle vient siéger l'avocat général chargé de soutenir l'accusation. La personne de ce dernier surplombe les jurés, le défenseur, au contraire, se tient à la barre qui est diamétralement opposée aux gradins qu'ils occupent.

Les formalités préliminaires étant remplies le Président procède à l'interrogatoire de l'accusé, conformément aux usages répandus dans nos Cours d'assises. Si celui-ci a pris le parti de combattre les charges qui pèsent sur lui, l'impartialité du Président sera dès le début, sérieusement mise à l'épreuve et nous assisterons à une argumentation soutenue de part et d'autre qui aura toutes les apparences d'une lutte engagée aussitôt après l'ouverture des débats.

L'interrogatoire étant terminé, le défilé des témoins commence. Un certain nombre d'entre eux déposeront spontanément, les autres préféreront se laisser questionner par le magistrat. Une foule de conflits surgissent ordinairement dans cette phase du procès d'une gravité exceptionnelle puisque les témoignages oraux doivent former la base de la délibération des jurés. Les incidents contentieux venant à se produire, le Président cessera pendant

quelques instants d'intervenir personnellement pour permettre à la Cour de statuer sur les conclusions et de rendre des arrêts.

Dans le cours des débats, nous verrons apparaître un pouvoir extraordinaire que le législateur a abandonné à la discrétion du Président des assises pour parer à toutes les éventualités et à tous les incidents multiples qui peuvent surgir à l'improviste. C'est le « pouvoir discrétionnaire » qui dans la pratique constitue un excellent moyen destiné à compléter l'instruction orale faite à l'audience. C'est donc au Président, investi de ces attributions exceptionnelles, qu'incombe le soin de rechercher la manifestation de la vérité. Pour arriver à ce but, le magistrat n'aura d'autres guides que son « honneur et sa conscience ». La défense, les jurés, la Cour ne pourraient, à peine de nullité, entraver l'exercice de ce pouvoir exorbitant qui donne aux débats une physionomie particulièrement originale et intéressante.

Après le réquisitoire et les plaidoiries le Président, avant la réforme de 1881, devait résumer l'affaire.

Plusieurs législations étrangères lui ont conservé cette attribution qui joue en Angleterre un rôle capital et quelquefois décisif. Nous étudierons brièvement cette question intéressante au point de vue théorique et en droit comparé.

Nous nous arrêterons dans notre étude au mo-

ment où le Président prononce la clôture des débats. Le cadre de notre sujet étant ainsi délimité, nous analyserons dans le rôle de ce magistrat les points les plus importants, en puisant au besoin quelques indications utiles dans les législations étrangères. Nous proposerons en outre quelques réformes dont la nécessité se fait sentir, pour donner au Président des assises l'autorité indispensable à la direction des débats et l'impartialité qui doit être sa vertu essentielle. Il faudra enfin nous demander s'il ne serait pas utile d'opérer une séparation complète entre le fait et le droit en laissant au Président la faculté de débarrasser les questions posées par lui aux jurés de toutes les controverses juridiques qu'elles renferment fréquemment.

Pour terminer cette étude nous donnerons un aperçu du rôle du Juge anglais chargé de présider les assises périodiques. Nous avons déjà fait de larges emprunts aux institutions de la Grande-Bretagne et il sera facile de reconnaître que si, sur beaucoup de points nous n'avons rien à leur envier, nous pourrions cependant à l'heure actuelle y puiser certains enseignements et quelques réformes utiles.

Il serait en effet désirable que nos Présidents d'Assises jouissent de l'autorité considérable et de la vénération universelle qui placent les Juges du Banc de la Reine au-dessus des plus grands personnages du royaume. Ceux-ci sont dans leurs « cir-

cuits » périodiques de véritables « missi dominici », puisqu'ils représentent le souverain lui-même. Hume a pu dire « que les flottes de l'Angleterre, sa puissance, sa monarchie et ses deux Chambres n'avaient qu'un but : maintenir la liberté des quinze Grands Juges du Banc du Roi (1) ».

En France, dès le début de ce siècle, on a compris au moment de la désignation des Présidents d'assises qu'il fallait donner à ces hauts magistrats « plus de dignité, plus de crédit, plus de liberté, en un mot une constitution plus robuste ». Bonaparte voulait même les investir « d'un grand caractère national qui leur donne beaucoup de dignité ».

Plus notre législateur s'inspirera sur ce point de la législation anglaise, plus le rôle de notre Président sera noble et grand, plus ses fonctions seront « augustes » et « saintes » (2).

(1) *Histoire d'Angleterre*.

(2) Timon, *Livre des Orateurs*, p. 115.

PREMIÈRE PARTIE

ATTRIBUTIONS ORDINAIRES DU PRÉSIDENT AUX DÉBATS DE LA COUR D'ASSISES

Preliminaires. — Nous rangerons dans cette première partie les attributions connues dans la pratique sous les noms de « Pouvoir de Police » et de « Pouvoir de direction des Débats ».

Ces attributions du Président n'ont rien de spécial à la Cour d'assises. Elles sont conférées à tout magistrat placé à la tête d'une juridiction quelconque. Il arrive souvent que l'on est tenté de faire rentrer certains actes accomplis par le Président en vertu de son pouvoir de direction, dans la catégorie de ceux qu'il peut ordonner en vertu de son pouvoir discrétionnaire. Nous ferons cette distinction ultérieurement lorsque nous étudierons en détail les art. 268 et 269 du Code d'Instruction criminelle.

Le Pouvoir de Police étant basé sur une nécessité d'ordre public qui se fait sentir aux audiences de

tout tribunal, nous n'insisterons pas longuement sur cette question qui soulève des difficultés juridiques peu sérieuses.

Quant au Pouvoir de direction des débats il a une importance exceptionnelle en Cour d'assises, bien qu'il ne soit pas spécial à cette juridiction. En effet, notre procédure criminelle se déroulant oralement devant les jurés, il n'est pas indifférent que les témoignages soient reçus sous une forme ou dans un ordre quelconque, qu'ils prennent des développements démesurés, que la défense prenne à l'audience telle ou telle attitude ou se lance dans des digressions inutiles, etc.

Le Président chargé par le législateur de régler la production des preuves devant le jury, aura dans la circonstance une mission des plus délicates à remplir. Nous en parcourrons les étapes principales et, pour plus de clarté, nous suivrons l'ordre dans lequel ce Pouvoir présidentiel s'exerce habituellement à l'audience de la Cour d'assises.

CHAPITRE PREMIER

POUVOIR DE POLICE

Le Président « aura la police de l'audience » dit l'art. 267 du Code d'Instruction criminelle.

Ce pouvoir permet au Président de maintenir le bon ordre dans la salle d'audience et dans l'enceinte du Palais de Justice. Il peut, dans ce but, requérir la force armée et prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité des juges, des jurés et des témoins. En vertu de l'art. 267, le Président peut encore procéder à tous les arrangements matériels de la salle, régler les places qui doivent être occupées par les avocats, les témoins, les accusés, leur famille et le public.

Un arrêt de la Cour de cassation du 6 février 1812 a, en outre, permis aux Présidents de distribuer des billets pour les places de la salle. Certains auteurs ont cru voir dans cette faculté une restriction au principe de la publicité des débats et ont vivement protesté contre cette pratique. Depuis lors,

des circulaires de la Chancellerie ont à plusieurs reprises, défendu aux Présidents d'assises de procéder à ces distributions de billets (1). Nous ne pouvons qu'approuver cette solution préconisée par Faustin-Hélie (2). « Il semble », dit cet auteur avec beaucoup de raison, « que la dignité de la Justice est blessée par les distributions de billets qui transforment la salle d'audience en une salle de théâtre... Si la discussion languit et traîne dans une aride discussion, le Président éprouvera le désir de l'animer afin de répondre à l'attente des spectateurs qui sont venus pour assister au spectacle et non pour voir fonctionner la justice... Si l'audience est autre chose qu'une solennelle et grave distribution de la justice elle doit être un haut enseignement. Ce ne sont point des émotions qu'il faut lui donner mais des exemples et des leçons. *Ce n'est point un public choisi, c'est la foule qui doit la remplir.* »

Le Pouvoir de police s'étend « à tous les incidents qui ne tombent pas sous le coup des art. 505 et suivants du Code d'Instruction criminelle et des art. 11 et suiv. de la loi du 9 septembre 1835 et à tous les troubles qui, sans interrompre le cours de la

(1) 7 juillet 1844, 14 mai 1852, 14 décembre 1859, 21 octobre 1887, 1^{er} février 1891.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 4 janvier 1843.

Justice et sans outrager les juges, jettent le trouble dans l'audience (1) ».

L'art. 504 du Code d'Inst.-crim. facilite au Président la mise en œuvre du pouvoir qui lui est accordé par l'art. 267 du même Code. Il pourra expulser les perturbateurs et en cas de résistance de leur part, les faire arrêter et les conduire dans la maison d'arrêt où ils seront détenus pendant vingt-quatre heures. En cas de désordres et de tumulte l'évacuation partielle et même totale de la salle pourra en outre être ordonnée par le Président à un moment quelconque des débats, mais il devra néanmoins veiller à ce que le principe de la publicité des audiences soit respecté (2).

(1) Faustin-Hélie, *Prat. crim.*, I, p. 322.

(2) Cass., 30 mai 1839, 29 janvier 1850.

CHAPITRE II

POUVOIR DE DIRECTION DES DÉBATS

Le législateur a investi le Président de ce pouvoir dans l'art 267 du C. d'Inst. crim. ainsi conçu : « Le Président sera de plus chargé personnellement de diriger les jurés dans l'exercice de leurs fonctions, de leur exposer l'affaire sur laquelle ils auront à délibérer ; même de leur rappeler leur devoir, de présider à toute l'instruction et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler..... »

Ce pouvoir a pour unique but la manifestation de la vérité. La Cour de cassation l'a reconnu formellement dans un arrêt récent du 21 septembre 1893 aux termes duquel, « le Président de la Cour d'assises est le maître de diriger les débats dans l'ordre qui lui paraît le plus utile à la manifestation de la vérité ». Il importe toutefois de remarquer avec Faustin-Hélie (1) « que la loi n'a nullement voulu insti-

(1) *Traité*, t. VII, n° 3281.

tuer une sorte de pouvoir influent qui dominerait les jurés et leur dicterait leurs décisions. C'est un guide et non point un tuteur que la loi a placé à côté d'eux : il leur indique la voie qu'ils doivent parcourir mais dans cette voie, leur marche reste libre ».

L'art. 270, C. I. cr., qui n'est que le corollaire de l'art. 267, vient faciliter la tâche du Président en lui ordonnant de « rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats ».

Si nous combinons les deux articles précités, il est facile de remarquer que le Président a été chargé par la loi :

1° D'éclairer les jurés dans l'exercice de leurs fonctions en exposant l'affaire soumise à leur verdict.

2° De présider à toute l'instruction, à toutes les phases du procès et de régler l'ordre des discussions.

3° De faire disparaître les obstacles qui entraveraient le cours régulier des débats en retardant inutilement la solution de l'affaire.

Il résulte de toutes ces attributions conférées au Président que son impartialité devra se conserver d'une manière absolue. Nous verrons que ce n'est pas chose facile à faire pour ce magistrat, étant donné les formes suivant lesquelles les procès se déroulent habituellement devant nos Cours d'assises.

Toute direction impartiale exige, en effet, que celui qui en est investi puisse dominer l'ensemble du débat sans y prendre une part active en évitant, autant que possible, d'intervenir au moment où les incidents et les conflits surgissent.

La jurisprudence de la Cour de cassation a consacré depuis de longues années, tout un système qui donne à nos procès criminels une physionomie générale dont il est impossible de découvrir les traits principaux dans le Code de 1808.

C'est donc surtout dans la jurisprudence qu'il nous faudra étudier les règles communément suivies aux débats de la Cour d'assises.

Nous avons rangé les pouvoirs de police et de direction dans la partie consacrée aux attributions ordinaires du Président, car tous les deux ont cela de commun qu'ils ne sont pas *exclusivement propres* à ce magistrat. Même en l'absence de conclusions déposées par les parties, le Président peut les exercer seul ou en partage avec la Cour d'assises.

Si nous envisageons maintenant les différences qui existent entre ces deux pouvoirs, il convient de nous placer au moment où un incident contentieux se produit.

S'agit-il, par exemple, d'une mesure d'ordre prise par le Président dans le but de protéger la personne des magistrats ou des jurés ou d'une réquisition adressée par lui à la force armée, la Cour saisie par des

conclusions régulières à propos de cet incident, se bornera à déclarer que le Président ayant usé d'un pouvoir à lui exclusivement personnel, elle n'a pas qualité pour intervenir dans la circonstance.

Si, au contraire, la défense dépose des conclusions tendant à faire adresser des interpellations à un témoin, le pouvoir de direction des débats entre ici en jeu. En effet l'instruction de l'affaire, la manifestation de la vérité peuvent dépendre de la solution qui sera donnée sur ce point *d'essence litigieuse*. Dans ce cas, la Cour régulièrement saisie devra statuer au fond, en décidant dans son arrêt si l'interpellation sera permise ou non.

Dans une hypothèse cependant, la Cour prendra la même attitude, qu'il s'agisse d'une mesure prise par le Président en vertu de ses attributions de police ou d'une faculté comprise dans son pouvoir de direction.

Il suffit d'envisager le cas où le Président a reçu du législateur une délégation exclusive pour procéder à certains actes. Dans les deux alternatives, il n'y aura pas de question litigieuse à trancher et la Cour ne sera pas obligée de statuer au fond.

Ainsi, que le Président veuille faire précéder l'examen des accusés par les dépositions des témoins, il pourra prendre cette décision souverainement sans que l'intervention de la Cour soit nécessaire.

En résumé, le Président a seul qualité pour pren-

dre les mesures de police qu'il juge convenables sans que personne puisse lui contester ce droit. Au contraire, si dans le cours des débats, le Président usant de son pouvoir de direction voit surgir un incident contentieux, la Cour régulièrement saisie sera obligée de rendre un arrêt en statuant au fond sur cette question « d'essence litigieuse ».

Ces observations nous seront encore très utiles, lorsqu'il s'agira en temps voulu de différentier « le pouvoir de direction » du « pouvoir discrétionnaire ». Ce dernier, exclusivement réservé au Président, est *incommunicable*. Si la Cour d'assises venait à s'en saisir en statuant au fond sur les conclusions déposées, elle commettrait ainsi un excès de pouvoir entraînant la nullité radicale de toute la procédure.

Quant aux pouvoirs conférés au Président agissant comme Directeur des débats, ils peuvent au contraire être exercés par lui seul ou en partage avec la Cour d'assises.

Ces analyses un peu délicates étant terminées, nous allons suivre le Président à travers toutes les phases successives du débat dont il va régler la marche et nous étudierons ses interventions multiples dans l'ordre où elles se produisent habituellement à l'audience.

Le pouvoir de direction des débats commence à s'exercer dès le moment où le Président déclare l'audience ouverte.

L'art. 310, Code I. cr., lui prescrit de faire subir à l'accusé un premier interrogatoire d'identité de pure forme, mais la jurisprudence a déclaré que l'inobservation de cette disposition n'entraînait pas nullité.

Vient ensuite l'avertissement adressé par le Président ou défenseur conformément à l'art. 311. Il faut voir, dans cette formalité, une réminiscence de la législation intermédiaire où elle put avoir quelque utilité. La loi de 1791 portait : « Les conseils prêteront serment de n'employer que la vérité dans la défense des accusés et seront tenus de s'exprimer avec décence et modération (1). »

L'art. 342 du Code de Brumaire an IV remplaça le serment par une simple promesse : « Les conseils de l'accusé promettent ensuite de n'employer que la vérité dans sa défense. »

Cette promesse s'est transformée dans notre Code en un avertissement dont nous n'apercevons pas l'utilité. L'observation faite au défenseur, conformément à l'art. 311, si nous le prenons au pied de la lettre, a selon nous l'inconvénient d'approfondir l'abîme qui existe entre le Président et le conseil de l'accusé. Celui-ci est déjà mis en suspicion, on redoute ses écarts que l'on s'apprête à réprimer. Nous verrons qu'en Angleterre une pareille recommanda-

(1) Art. 13, t. VII, 2^{me} partie.

tion serait considérée comme insolite et même inconvenante.

A notre avis la disposition de l'art. 344 peut, sans inconvénient disparaître de notre Code. Beaucoup de jurisconsultes et de magistrats la considèrent d'ailleurs comme parfaitement inutile et nos Présidents se dispensent très souvent d'en faire l'application.

Nous arrivons maintenant au discours que le Président doit adresser aux jurés « debout et découverts » conformément à l'art. 342, du Code Instruction criminelle, ainsi conçu : « Vous jurez et promettez devant Dieu et devant les hommes d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre N..., de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la société qui l'accuse ; de ne communiquer avec personne jusqu'après votre déclaration ; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection ; de vous décider d'après les charges et les moyens de défense, suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre. »

Cette formule du serment des jurés est la reproduction à peu près textuelle de l'art. 24, t. VII, de la loi des 16-29 septembre 1791 et de l'art. 343 du Code de Brumaire. C'est à cette origine qu'il faut attri-

buer le ton un peu emphatique de la rédaction de l'art. 312.

Le Président, après avoir lu ce discours, appelle individuellement les jurés et reçoit leur serment. Un incident peut surgir lorsqu'un juré refuse de se soumettre à cette formalité obligatoire en alléguant que sa religion ou que ses opinions ne le lui permettent pas. La jurisprudence a depuis longtemps admis pour chaque juré la faculté de prêter serment selon son culte (1).

Il nous reste à regretter que dans le cas où un juré refuse de prêter serment en déclarant qu'il ne croit pas en Dieu, il ne lui soit pas permis de faire une promesse (2). L'honneur et la probité de ce citoyen seraient la garantie de cet engagement solennellement pris et la liberté de conscience de chacun serait intégralement respectée (3).

(1) Cass., 15 février 1838. S. 38, 1, 914.

(2) Cass., 7 juillet 1892. B. n° 201.

(3) Une proposition de loi insérée au *Journal officiel* (Doc. parl., session ordinaire de 1894, n° 568 était ainsi conçue :

« L'art. 312, C. I. c. est modifié par l'addition du paragraphe suivant :

Néanmoins si l'un des jurés en avait fait la demande par écrit au président de la Cour d'assises avant l'ouverture de l'audience, le président modifierait ainsi qu'il suit, en ce qui concerne ce juré, les termes ci-dessus prescrits : « Vous jurez et promettez d'examiner avec l'attention..... » Dans le cas où l'auteur de cette demande deviendrait chef du jury, la déclaration de la loi

Les jurés ayant successivement prêté le serment prescrit par la loi, le Président doit avertir l'accusé « d'être attentif à ce qu'il va entendre » conformément à l'art. 313, du Code d'Instruction criminelle. Cette disposition a été empruntée à la législation intermédiaire. La loi de 1791, art. 2, t. VII, portait que l'accusé devait être attentif à *tout* ce qu'il allait entendre. La Cour de cassation en a conclu que cet avertissement était relatif non seulement à la lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, mais encore à toute la suite des débats (1).

Les dispositions de l'art. 313 ne sont pas prescrites à peine de nullité.

Ces formalités étant remplies, il a été jugé par la Cour de cassation « que l'art. 313 qui ordonne la lecture de l'arrêt de renvoi à la Cour d'assises et de l'acte d'accusation, *n'est point limitatif à ces actes de procédure...* et que dès lors, il ne saurait défendre de faire suivre cette lecture de la lecture d'autres pièces que le Président jugerait utiles à la manifestation de la vérité... (2) ».

Nous estimons qu'un pareil pouvoir attribué au

requise par l'art. 348 ci-après serait ainsi conçue : « Sur mon honneur et ma conscience la déclaration du jury est..... » (non adoptée).

(1) Cass., 24 juin 1847. B. 242.

(2) Cass., 22 juin 1820. B. 262.

» 20 janvier 1848. B. 29.

Directeur des débats est abusif. Nous sommes encore dans la phase préparatoire du procès, et il n'appartient pas au Président d'y jeter des éléments puisés dans l'instruction écrite, alors surtout qu'aucun besoin sérieux ne s'en fait sentir. Permettre à ce moment la lecture des interrogatoires de l'accusé, c'est violer dès le principe la règle du débat oral et introduire dans notre justice criminelle une pratique qui compromettrait gravement les droits de la défense. Heureusement nos Présidents d'assises usent très rarement de cette faculté exorbitante qui leur a été accordée par la Cour suprême.

La lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation étant terminée, le Président doit résumer les éléments contenus dans ces pièces de la procédure et adresser à l'accusé les paroles suivantes écrites dans l'art. 314, Code Instruction criminelle *in fine* : « Voilà de quoi vous êtes accusé, vous allez entendre les charges qui seront produites contre vous. » Pour conserver son utilité, cette formalité qui n'est pas imposée au Président à peine de nullité, doit consister dans un rappel très succinct des faits incriminés qui viennent d'être exposés longuement.

Nous arrivons ici au terme de la période préparatoire du débat, car les derniers mots de l'art. 314 nous annoncent que le moment est venu pour l'accusateur de faire sa preuve en exposant les charges produites contre l'accusé. — Conformément aux

prescriptions du Code, nous devrions voir le défilé des témoins suivre le réquisitoire initial du Ministère public dont la pratique nous offre peu d'exemples. Après chaque déposition des éclaircissements pourraient être demandés tant à l'accusé qu'aux témoins afin d'arriver à la manifestation de la vérité.

Tel est le système qui nous paraît avoir été consacré par le Code d'Instruction criminelle dans l'art. 319.

**De l'interrogatoire de l'accusé à l'audience de la
Cour d'assises.**

Préliminaires. — La pratique et la Jurisprudence ont introduit, dans notre procédure criminelle, un moyen d'information d'une importance considérable qui est en usage depuis de longues années dans toutes nos Cours d'assises : c'est l'interrogatoire de l'accusé fait à l'audience par le Président.

Nous allons étudier cette formalité devenue traditionnelle à cet endroit de notre étude, parce que d'abord, elle se place généralement au début de la procédure orale et ensuite parce que, d'après la Jurisprudence de la Chambre criminelle, le Président procède à l'interrogatoire de l'accusé en vertu de son pouvoir de diriger les débats lorsqu'il le juge utile pour la manifestation de la vérité.

Historique. — A Rome, le « *Judex Questionum* » ne prenait pas une part active à l'interrogatoire de l'accusé. Il jouait le rôle de spectateur impartial à l'instar du juge anglais. Ce *Judex*, nous dit M. Cruppi (1), « était au-dessus de la lutte, il se bornait à maintenir l'ordre, à assurer l'exécution des lois et usages ».

Jusqu'à la fin du xiv^e siècle environ, le rôle des juges consistait également à assister en spectateurs au duel qui se déroulait entre les parties. C'était le système accusatoire qui était en vigueur. A la procédure orale et publique se substitua, dès le xv^e, la procédure inquisitoriale écrite et secrète. On fit surtout usage des enquêtes, des interrogatoires cauteleux, et on imposa à l'accusé le serment de dire la vérité. — Le juge était d'ailleurs obligé de rechercher la vérité par tous les moyens possibles. — Au xvi^e siècle, les abus de l'interrogatoire devinrent flagrants ; le magistrat Ayrault proteste contre cette formalité inquisitoriale dont il fait une acerbe critique : « Interroger l'accusé, dit-il, c'est plutôt advocacer que juger, car l'interrogatoire, pour être bon, se doit faire captieusement et subtilement ; y venir tantost de droict fil, tantost en biaisant, maintenant en cholère, maintenant doucement : qui sont toutes questions d'adversaire ou de sophiste, *non de juge ou de ma-*

(1) *La Cour d'Assises*, p. 132.

gistrat..... Informer, interroger, ouyr, examiner, chercher la vérité en toutes sortes par ruses finesses, dextérité ou autrement sont choses qui gisent en faict, en sollicitation, argumentation et diligence, conséquemment propres aux parties. Mettez-vous le juge à ces opérations et actions ? C'est le faire descendre au barreau et en l'oyant quereller, disputer et contester avecque les accusez, l'exposer lui-même au babil ou à la calomnie de tout le peuple..... C'est tout ainsi que qui eust tiré le sénateur romain du lieu où il estoit séant au théâtre et l'eust posé avecque les comédiens sur l'eschaffaut (1). »

En écrivant ces lignes, Ayrault ne pensait pas faire œuvre de précurseur. Trois siècles après lui, ses arguments étaient repris en substance au Parlement britannique lors des grandes discussions qui précéderent le vote du « Criminal evidence act of 1898 ».

L'interrogatoire, toujours repoussé énergiquement par la législation anglaise, s'y est introduit subrepticement avec cette réforme capitale dont nous parlerons ultérieurement.

Sous le régime consacré par les ordonnances de 1539 et de 1670, l'interrogatoire du prévenu formait la partie principale de la procédure de jugement aussi bien que de l'information préliminaire.

L'interrogatoire sur « la sellette » pratiqué à l'au-

(1) Rapporté dans Cruppi *op. cit.* p. 135.

dience par le juge, ne servait, en somme, qu'à accabler l'accusé.

Celui-ci enfermé dans un véritable « cercle de fer » devait, dès le début, « énumérer devant le juge ses moyens de preuves une fois pour toutes et toutes ensemble. Toute omission entraînait une forclusion (1) ». Lorsque le juge interrogateur n'avait pu « rien gagner sur le prévenu » selon l'expression typique du rédacteur de l'ordonnance de 1539 (art. 164), il avait recours à la torture. On espérait ainsi obtenir un « aveu libre » du malheureux en proie aux souffrances les plus atroces. — Ces épreuves affreuses constituaient ce que l'on appelait alors « *l'interrogatoire sur le matelas* » (2).

Dans la législation intermédiaire, ainsi que dans les travaux préparatoires du Code de 1808, nous ne trouvons aucune discussion, aucun texte nous permettant d'affirmer que le Président de la Cour d'assises a le droit de faire subir à l'accusé un interrogatoire prolongé, au début de l'audience.

C'est surtout depuis 1820 que cette pratique s'est généralisée. Si nous jetons un coup d'œil sur la jurisprudence de la Cour de cassation, nous trouvons une multitude d'arrêts déclarant que le Président peut interroger l'accusé en vertu de son pouvoir de direction des débats « dans la forme qu'il

(1) Duboys, *Histoire du Droit criminel*, t. V, p. 598.

(2) Duboys, *op. cit.* t. V, p. 601.

juge nécessaire à la manifestation de la vérité ». D'autres arrêts, supprimant toutes les difficultés, simplifient la question en prétendant que le pouvoir discrétionnaire permet au Président d'employer ce moyen d'information.

L'interrogatoire a surtout commencé à jouer un rôle prépondérant à partir de l'année 1881, date de la suppression du « Résumé ». Ce que les Présidents disaient dans leur résumé, M. le Président Bérard des Glageux constate « qu'ils le disent maintenant dans l'interrogatoire, seulement le mot de la fin est devenu le mot du commencement (1) ».

Fondement juridique de l'interrogatoire.

Avant d'apprécier l'interrogatoire en lui-même, il convient de se demander s'il a été prévu par les textes de notre Code d'Instr. crim. auxquels la jurisprudence de la Cour de cassation n'aurait fait que se conformer.

Nous pensons que ce moyen d'information, tel qu'il se pratique dans nos Cours d'assises, n'est pas autorisé par la législation qui nous régit.

Les partisans de l'interrogatoire et de sa légalité invoquent, en premier lieu, les art. 319 et 327 du C. d'Inst. cr. L'art. 319 autorise le Président à deman-

(1) « Souvenirs d'un Président d'assises », p. 166.

der tant à l'accusé qu'au témoin « tous les *éclaircissements* nécessaires à la manifestation de la vérité ».

L'art. 327 permet en outre à ce magistrat, d'examiner séparément les accusés sur « *quelques* circonstances du procès ».

Comment raisonnent nos adversaires en se basant sur ces deux articles ?

D'après eux, le Président autorisé par la loi à interroger les accusés au cours de l'audition des témoins peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, intervertir l'ordre des débats et les questionner avant les dépositions, s'il le juge utile à la manifestation de la vérité.

Nous préférons beaucoup à ce raisonnement spécieux, l'interprétation si simple donnée par Faustin-Hélie aux articles 319 et 327 précités. « Il résulte de ces textes, dit-il, que ce n'est qu'au milieu de l'audition des témoins et lorsque les dépositions rendent nécessaires les explications de l'accusé que le Président est autorisé, non pas à lui faire subir un interrogatoire mais à lui demander des éclaircissements et à l'examiner (1). »

Demandons-nous maintenant si le Président peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, changer l'ordre des débats et procéder à l'interrogatoire de l'accusé avant l'audition des témoins, ce qui est

(1) *Traité*, t. III, n° 5019.

nettement contraire à la rédaction si claire de l'art. 319 ?

Selon nous, aller à l'encontre d'une disposition formelle du Code, nous paraît illégal et le pouvoir discrétionnaire du Président qui n'est pas un *pouvoir arbitraire*, ne peut l'autoriser à se mettre en opposition formelle avec la loi.

D'autre part, l'art. 319 ne parlant que d'*éclaircissements*, cela montre qu'il n'a pas voulu accorder au Président la faculté de questionner l'accusé longuement et méthodiquement.

Enfin, ce ne peut être en vertu de son pouvoir discrétionnaire par essence *incommunicable*, que le Président procède à l'interrogatoire, puisqu'il peut déléguer cette partie de ses attributions à l'un de ses assesseurs (1).

Nos adversaires ripostent en nous opposant l'art. 405 du C. d'Inst. cr. qui porte : « *L'examen* de l'accusé commencera immédiatement après la formation du tableau (du Jury de jugement). »

Il est universellement admis que le mot « examen » a un sens général et qu'il s'applique à tout ce qui se fait depuis le moment où le jury est constitué jusqu'à la clôture des débats. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter au titre du chapitre iv du Code d'Inst. crim. ainsi rédigé : « De l'examen, du

(1) Cass., 12 octobre 1843. B. 434.

jugement, et de l'exécution. » — En outre, l'art. 405 est placé à un endroit où l'on ne s'occupe que de la formation du jury, il ne peut avoir pour but de régler une des principales phases de la procédure, un moyen d'instruction tenant une si large place dans le cours des débats.

M. Nouguier, dans son « Traité de la Cour d'assises (1) », nous paraît résoudre la question avec un peu trop de simplicité en disant : « La loi n'avait point à déclarer en termes formels qu'elle autorisait l'interrogatoire des accusés. *Du moment qu'elle ne l'exclut pas, elle l'admet* ».

Nous répondons à cette assertion que les législations étrangères dans lesquelles l'interrogatoire est admis, ont pris soin de le mentionner expressément comme un moyen ordinaire d'instruction. On n'aurait pas osé tirer du silence de la loi un procédé d'investigation qui a une influence si considérable sur l'issue des débats. Il nous semble donc téméraire de conclure avec M. Nouguier que « du moment que la loi ne l'exclut pas, elle l'admet ».

Il résulte de ces explications que le Code d'Instruction criminelle a prévu, dans une certaine mesure, la possibilité de questionner l'accusé. Dans les textes, l'interrogatoire ne nous apparaît pas comme un moyen ordinaire d'instruction, c'est seu-

(1) Tome III, n° 1697.

lement un procédé d'information supplémentaire auquel le Président pourra avoir recours si les dispositions des témoins ont laissé dans l'obscurité certains points de l'affaire. En conséquence, le débat ne devrait jamais s'ouvrir par l'interrogatoire de l'accusé, celui-ci n'étant pas obligé de fournir contre lui des éléments de preuve. Telle est la théorie dérivant du « système accusatoire ».

C'est l'application des adages : « Nemo tenetur accusare seipsum » — « actori incumbit onus probandi ». L'Angleterre a mis en pratique ces principes pendant de longs siècles, mais elle semble les avoir récemment perdus de vue.

Ce qu'est l'interrogatoire en pratique.

La Jurisprudence de la Cour de Cassation a reconnu que l'Interrogatoire de l'accusé était une formalité *légale mais facultative* (1) et que le Président apprécie souverainement à quel moment il doit être fait.

La doctrine soutient généralement que l'interrogatoire est un moyen d'instruction et aussi un moyen de défense qui doit être mis en œuvre avec la plus grande impartialité.

Maintenant, si nous envisageons ce qui se passe

(1) Cass., 29 juin 1820, 7 janvier 1847.

en pratique, nous sommes obligés de constater que toujours on soumet l'accusé à un interrogatoire très serré et que si celui-ci ne veut pas répondre aux questions, son silence est souvent interprété par les jurés comme « un aveu implicite de sa culpabilité (1). » En outre, ce moyen d'information devient souvent un véritable réquisitoire lorsque l'attitude de l'accusé est embarrassée ou lorsque le Président est énervé par ses dénégations obstinées ; il sera très rarement un instrument de défense (2), le Président étant admirablement documenté pour triompher de celui qui est devenu son adversaire. Enfin, l'interrogatoire se fait toujours au début de l'audience et ce Magistrat, en entrant dans la lutte, risque beaucoup de perdre, dès le principe, l'impartialité et la dignité qu'il devrait conserver jusqu'à la fin. M. Nougier a très bien vu les abus de cette pratique vicieuse quand il dit : « Pour (quelques Présidents) interroger c'est interpeller ; interpeller c'est examiner ; examiner c'est argumenter, de telle sorte que dans leur système, l'interrogatoire, c'est le débat tout entier, c'est une lutte complète par demandes et par réponses entre l'accusation et la défense (3). »

(1) Nougier, *op. cit.*, t. III, n° 1706.

(2) Lire dans « Résurrection » de Tolstoï le tableau d'un Interrogatoire fait par le Président à l'audience d'une Cour d'assises russe, pages 47 à 55 (nouvelle édition en 1 vol. 1900).

(3) *Op. cit.*, t. III, n° 1733.

Les principaux griefs que l'on formule contre l'interrogatoire, tel qu'il se fait généralement en pratique, peuvent se réduire à ceux-ci : d'abord, ce moyen d'information se transforme en un réquisitoire redoutable pour l'accusé et devient ainsi inutile et dangereux ; enfin il fait perdre l'impartialité au Président qui entre dans la lutte au lieu de dominer le débat dont il a la haute direction. Ce dernier grief est, selon nous, le plus grave.

La Cour de Cassation, qui aurait pu corriger dans une certaine mesure les abus de l'interrogatoire, a malheureusement accordé sur ce point une latitude trop grande à nos Présidents d'assises. Elle leur permet de donner à leur questionnaire « telle forme et telle étendue que bon leur semble (1) ». La Chambre criminelle a, en outre, jugé qu'il n'y a pas violation des droits de la défense dans ce fait que le Président a dit à l'accusé au cours de son interrogatoire : «... à l'infamie vous joignez le mensonge (2). » C'est la consécration implicite de la transformation de l'interrogatoire en réquisitoire. Enfin la Cour suprême a admis que le Président peut, dans son interrogatoire, *résumer les charges qui résultent de l'instruction écrite* contre l'accusé ; rappeler la substance de la disposition d'un témoin et même *rapporter des*

(1) Cass., 24 août 1882. B. 218.

(2) Cass., 6 décembre 1879. *Journ. de dr. crim.* 1880, p. 449.

phrases qui y sont textuellement empruntées (1).

Cette immixtion de l'instruction écrite dans le procès, au début de l'audience de la Cour d'assises, constitue à notre avis, une violation flagrante de la règle du débat oral. Il ne faut donc pas s'étonner que les critiques adressées à l'interrogatoire de l'accusé par le Président aient été si violentes.

En 1849, Blanqui à l'audience de la Haute-Cour du 9 mars s'exprimait à ce sujet en ces termes : « L'interrogatoire des accusés par le Président est un abus déplorable que l'ignorance et l'abattement des hommes, la timidité et la complaisance du barreau ont laissé prendre pied peu à peu, et enfin s'asseoir en maître dans la procédure des Cours d'assises, en violation manifeste de l'art. 319 du Code d'Instruction criminelle ; on essaiera, je le suppose, de justifier cet empiètement par l'art. 268 qui accorde au Président tous les moyens discrétionnaires de découvrir la vérité. Mais sans doute, cette omnipotence redoutable ne saurait aller jusqu'à la résurrection des procédés tortionnaires des vieux usages que l'exécration publique a fait tomber depuis 60 ans des mains des juges et des bourreaux ;... le pouvoir discrétionnaire d'un côté, le jaillissement de la vérité du sein même du prévenu contraint, c'est-à-dire les deux axiomes

(1) Cass., 23 mars 1882. B. 81.

» 21 juin 1888. B. 216.

» 14 avril 1892. B. 109.

de la torture, voilà les arguments invoqués à l'appui de cette funeste usurpation de l'interrogatoire que je vous demande aujourd'hui de chasser à jamais de nos Codes... Ce n'est jamais sans tristesse que je lis cette formule officielle : « l'accusé pressé de questions... » Question ! mot terrible écrit en lettres de sang dans nos annales criminelles !... L'interrogatoire, vous le voyez, est un véritable générateur de condamnations, c'est une véritable torture ».

Les mots caractéristiques de « torture morale » appliqués à l'interrogatoire par Blanqui sont aussi couramment employés par les auteurs anglais qui se répandent en critiques acerbes contre cette fonction de notre Président d'assises. C'est avec un sensible plaisir que les adversaires acharnés de l'interrogatoire rappellent les débats des affaires de Nayve et Joniaux où les Présidents interrogèrent chacun pendant 4 jours (environ 17 heures) (1). Il est certain que le caractère obscur et mystérieux de ces procès sensationnels était la seule raison de la longueur inusitée des interrogatoires. D'autre part, on ne peut que regretter vivement de voir certains Présidents questionner ironiquement l'accusé pour faire paraître son système de défense ridicule et porter ses investigations sur des personnes étrangères aux débats ; « mon père

(1) Speyer, « Les Vices de notre Procédure en Cour d'assises » p. 72.

« est mort, je vous défends de l'attaquer », répliqua un jour un accusé au Président qui s'était permis des allusions déplacées à la mémoire de son père.

Tous ces abus regrettables ne peuvent, selon nous, que condamner l'Interrogatoire *fait par le Président*, dont la dignité et l'impartialité doivent être sauvegardées à tout prix. Stephen, dont l'autorité est si grande en droit criminel, affirme « qu'un juge anglais se sentirait atteint dans sa dignité d'une manière irrémédiable s'il devait entrer personnellement en conflit avec l'accusé pour essayer d'en obtenir des aveux au moyen d'un interrogatoire passionné (1) ».

Tout en repoussant l'interrogatoire fait par le Président, nous admettons cependant que ce moyen d'information est absolument nécessaire en pratique pour bien limiter le débat et arriver à la manifestation de la vérité.

Bentham (2) affirme que « l'interrogatoire... est l'instrument le plus efficace pour l'extraction de la vérité, de toute la vérité, de quelque côté qu'elle se trouve... sa propriété par excellence, dit-il, est d'éclaircir les doutes, les doutes produits ou laissés par les autres preuves. Doué de cette force, il n'est pas moins favorable à la bonne cause qu'à la mau-

(1) *History of the criminal law*, I, p. 363.

(2) *Traité des Preuves judiciaires*, t. I, p. 356.

vaise ; aussi est-il l'effroi du coupable et l'espoir de l'innocent ».

Parnell, le célèbre député irlandais, s'exprime aussi en ces termes sur cette question au parlement britannique : « La liberté accordée à l'accusé de se soumettre à un interrogatoire sera plus préjudiciable au coupable qu'à l'innocent. Si l'accusé se sent coupable, il hésitera neuf fois sur dix à s'exposer aux questions d'un avocat habile, tandis que l'homme innocent aura le courage que donne toujours l'innocence... »

Nous admettons avec ces auteurs que l'interrogatoire est un excellent moyen d'instruction ; mais nous nous opposons à ce qu'il soit laissé entre les mains du Président. La loi devrait confier le soin de questionner l'accusé à la défense et à l'accusation. Tel est, d'ailleurs, le système actuellement admis en Angleterre mais avec des modifications que nous ne pouvons approuver. Nous les indiquerons d'ailleurs ultérieurement.

Comment et par qui l'accusé devrait-il être interrogé à l'audience de la Cour d'assises ?

Nous voudrions tout d'abord que le Président avertît l'accusé qu'il est libre de répondre aux questions qui lui seront posées ou de garder le silence. Ensuite si ce dernier consentait à se sou-

mettre à un interrogatoire, la défense et l'Avocat Général devraient être chargés de procéder à cet examen. L'accusateur, en posant ses questions, s'efforcerait d'établir les preuves de la culpabilité et après lui, le Conseil ferait subir à l'accusé un « contre interrogatoire » afin de s'assurer de la valeur des charges produites contre ce dernier. Le Président, dominant avec autorité cette discussion, en réglerait la marche et l'empêcherait de dévier. En outre, il veillerait à ce que tous les faits de la cause soient éclaircis. Dans le cas où l'avocat général viendrait à poser des questions « suggestives » ou insidieuses, le Président y mettrait opposition en maintenant toujours la défense et l'accusation sur un pied d'égalité parfaite. N'étant pas jeté dans le feu de la lutte, il assisterait impassible et attentif à chaque incident du débat en y intervenant le moins possible. Le Président serait, selon notre vœu, « le premier juré de l'affaire ». Ce système, appliqué en Angleterre pour l'interrogatoire des témoins et de l'accusé a été préconisé, dès le début de ce siècle, par M. Cottu conseiller à la Cour royale de Paris (1).

Il nous reste, pour terminer cette partie de notre étude, à répondre à la principale objection qui peut être formulée contre notre conception de l'interrogatoire de l'accusé.

(1) « De l'administration de la Justice criminelle en Angleterre », p. 283.

Ce moyen d'information, nous dira-t-on, peut être dangereux s'il est pratiqué par le Président, mais il le sera bien plus encore lorsque l'avocat général posera lui-même les questions, ce magistrat étant surtout préoccupé de réunir les preuves de la culpabilité.

Cette objection porterait, si le Président n'avait le devoir de faire en sorte que cet interrogatoire soit pratiqué sagement et avec modération.

En outre, les jurés sont naturellement enclins à attribuer une portée considérable aux réflexions ainsi qu'aux déclarations que ce magistrat obtient de l'accusé. Ceux-ci peuvent ainsi prendre pour la vérité ce qui n'en est pas l'exacte manifestation et apprécier faussement les faits apportés au débat. Dans notre système l'accusé, étant interrogé en premier lieu par l'avocat général, saurait qu'il se trouve en présence d'un adversaire et veillerait à ne pas se laisser arracher des aveux par surprise.

De leur côté les jurés seraient en mesure de bien apprécier les résultats de l'interrogatoire. En effet, on leur ferait voir le pour et le contre dès le début de l'affaire, l'accusation devant prouver les faits imputés à l'accusé et la défense exposant, en revanche, tous les faits de nature à établir son innocence.

Il va sans dire que nous reconnaissons au Président le droit de demander à l'accusé des *éclaircisse-*

ments sur les points qui n'auraient pas été suffisamment mis en lumière.

En vertu de son pouvoir de direction, conformément à l'art. 334 du Code d'Inst. crim., le Président décidera, en cas de pluralité d'accusés, dans quel ordre ils devront être examinés. La jurisprudence considère cette faculté comme lui étant personnelle et déclare que la Cour n'a pas à intervenir dans la question (1).

Les art. 332 et 333 du Code d'Inst. crim. prévoient en outre la nomination d'un interprète. Le Président peut l'ordonner d'office, mais comme l'accusation et la défense ont la faculté de provoquer cette mesure ou de s'y opposer, dans le cas où un incident contentieux surgira sur ce point, la Cour devra statuer et rendre un arrêt. Cette attribution conférée au Président par les articles précités dérive de son « pouvoir de direction » et non de son « pouvoir discrétionnaire ». Il a été jugé, en effet, que la Cour pouvait nommer elle-même un interprète sans qu'il y ait nullité (2).

(1) Cass., 21 septembre 1893. B. 264.

(2) Cass., 2 janvier 1890. B. 2.

Audition des témoins.

Nous arrivons à la partie capitale du procès dont tout le fondement repose sur les dépositions des témoins qui sont, d'après Bentham, « les yeux et les oreilles de la Justice (1) ». Pendant cette phase, le Président joue un rôle important, parce qu'il est chargé par le législateur de régler la production des preuves devant le jury.

Pour le moment, nous nous bornerons à mettre en lumière les différentes attributions conférées à ce magistrat en qualité de directeur du débat, réservant pour une étude ultérieure tout ce qui touche son « pouvoir discrétionnaire ».

Nous examinerons d'abord le système qui nous paraît avoir été adopté par le Code d'Inst. crim. et nous verrons ce qu'il est devenu dans la pratique. On pourra se rendre compte que notre législation pourrait, en cette matière, s'inspirer avec avantage de plusieurs lois étrangères récentes qui nous semblent avoir réalisé d'excellentes réformes sur ce point.

Conformément à l'art. 315 le greffier donne lecture de la liste des témoins qui devront être entendus soit à la requête du Procureur général, soit à la requête de la partie civile et de l'accusé.

(1) Bentham, *op. cit.*, *loc. cit.*

Dès ce moment, le Président peut intervenir si l'absence d'un témoin vient à être constatée.

En cas de non réclamation des parties il pourra rendre une ordonnance prononçant qu'il sera passé outre aux débats. Des incidents contentieux, venant à se produire, si l'accusé ne croit pas devoir se ranger à l'avis du Président et s'il dépose des conclusions tendant à obtenir le renvoi de l'affaire à une autre session, la Cour régulièrement saisie statuera au fond.

Suivant les prescriptions de l'art. 316, le Président prend toutes les mesures nécessaires pour que les témoins ne puissent pénétrer dans la salle d'audience et ne s'entretiennent du délit et de l'accusé avant leurs dépositions.

Avant d'étudier le rôle du Président d'assises pendant l'audition des témoins et de passer en revue les principaux incidents auxquels il se trouve mêlé, il faut nous demander si ce magistrat, en qualité de Directeur du débat, est tenu de recevoir le témoignage de tous ceux qu'il a plu aux parties d'assigner.

Nous supposons que les témoins ont été régulièrement cités et notifiés conformément aux prescriptions de l'art. 315, C. I. cr., que les parties n'ont pas renoncé à leur audition et qu'ils ne portent en eux aucune trace d'exclusion.

Cette question a une extrême importance théorique et pratique. Suivant qu'on la résoudra dans un sens ou dans l'autre, ou bien : le Président sera

d'une manière absolue le régulateur des débats, dont il pourra restreindre l'étendue en décidant que la lumière a été suffisamment faite, ou bien la liberté que possèdent les parties de faire citer des témoins en aussi grand nombre qu'elles le voudront pourra dégénérer en licence, ce sera, en quelque sorte pour elles, la reconnaissance du droit à l'obstruction systématique.

Nous posons maintenant comme un principe certain qu'en cas d'incident contentieux soulevé sur ce point par les parties, le dernier mot appartiendra à la Cour d'assises qui statuera au fond. Cette remarque ne diminue pas l'intérêt qu'il y a pour nous de savoir si le Président peut, en vertu de son pouvoir de direction, refuser de faire entendre les témoins régulièrement appelés.

Pour soutenir l'affirmative, c'est-à-dire la thèse dite de « l'élimination », on s'est fondé d'abord sur la comparaison de plusieurs articles du Code d'inst. crim., ensuite sur le texte de l'art. 270. Enfin, on a fait état de plusieurs arrêts rendus en cette matière par la Chambre criminelle.

Les partisans de ce système invoquent, en premier lieu, les termes de l'art. 153, C. I. cr., où nous relevons ces phrases : «... Les témoins, s'il en a été appelé par le ministère public ou la partie civile, *seront entendus s'il y a lieu*... La personne citée proposera sa défense et fera entendre ses témoins si

elle en a amené ou fait citer et si, aux termes de l'article suivant, elle est recevable à les produire... »

Nous lisons maintenant dans l'art. 154 : «... Ils (les procès-verbaux) pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, *si le tribunal juge à propos de les admettre.* » Ces deux articles se réfèrent à la procédure devant les tribunaux de simple police, nous arrivons ensuite à l'art. 190, applicable devant la juridiction correctionnelle. Nous y lisons ces mots «... Les témoins pour et contre *seront entendus s'il y a lieu...* »

Ces trois articles, dit-on, accordent au juge une faculté d'appréciation. Il peut s'abstenir d'entendre les témoins produits si les faits qu'ils doivent établir sont tenus pour certains, ceci est reconnu en effet, par une jurisprudence constante. — Pourquoi, ajoute-t-on, les principes que le législateur a suivis dans ces divers articles ne devraient-ils pas être appliqués en matière de procédure criminelle, alors surtout que l'art. 267, spécial à la Cour d'assises, donne au Président le pouvoir de diriger les débats et de régler la production des preuves ?

A l'argumentation tirée des art. 153, 154 et 190, on ajoute celle qui découle de l'art. 270, ainsi conçu : « Le Président devra rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats. » Ce texte, qui est la reproduction presque intégrale du dernier para-

graphe de l'art. 277 du Code de Brumaire, an IV, accorde au Président le droit de restreindre, dans leur étendue, les développements démesurés et inutiles qui seront donnés aux débats par les parties, il consacre donc pour ce magistrat la faculté d'écarter les témoins dont les dépositions lui paraissent superflues.

Les partisans du « système de l'élimination » citent, d'ailleurs, en faveur de leur opinion de nombreux arrêts de la Cour de cassation (1).

Dans l'arrêt du 20 mars 1847, la Chambre criminelle décida que, dans l'espèce, la Cour d'assises n'avait pas violé les droits de la défense, qu'« elle n'avait fait, en appliquant l'art. 270, qu'une appréciation de fait et de circonstances qui échappe à la censure de la Cour de cassation ».

A ces arguments de textes appuyés par une jurisprudence qui paraît assez décisive, que répondent les adversaires de ce système qui, selon nous, fait trop peu de cas des droits de la défense ?

La différence de rédaction des art. 153, 154 et 190,

(1) Cass., 5 et 11 nivose an VII.

- » 19 nivose an VIII.
- » 19 messidor an X.
- » 19 avril 1821. B. 64.
- » 23 février 1843. B. 42.
- » 20 mars 1847. D. 47, 4, 134.
- » 29 janvier 1886. B. 35.
- » 22 mars 1894. B. 76.

d'une part, 315, 316 et 317, d'autre part est, disent-ils, un indice certain que le législateur n'a pas voulu appliquer en cette matière, à la procédure criminelle, les règles de la procédure correctionnelle et de simple police.

En outre, ce qui me paraît plus décisif, comment le Président et les membres de la Cour d'assises pourraient-ils déclarer que la preuve est suffisamment établie, alors que cette appréciation ne devrait appartenir qu'aux jurés seuls juges du fait.

Admettre la thèse contraire constituerait un empiéchement illégal du Président et de la Cour sur les attributions du jury. Ce serait, suivant M. Nouguier, un véritable « excès de pouvoir ».

Enfin, comment l'art. 270 pourrait-il permettre au Président de restreindre un droit formellement reconnu à l'accusé par la loi, celui de faire entendre pour sa défense tous les témoins qu'il lui plaira de citer? Cette article accorde au Directeur des débats la faculté de supprimer les développements inutiles qui tendraient à prolonger la solution du procès, mais entre cette faculté et la possibilité d'empêcher la comparution de témoins *régulièrement appelés*, il y a une différence capitale. L'art. 270 permet au Président de diriger le débat d'une façon normale, il ne peut lui fournir le moyen de violer les droits de la défense en empêchant l'accusé de produire ses preuves.

La jurisprudence paraît incliner vers le « système de l'élimination » *tout en s'interdisant de contrôler les faits qui ont motivé l'arrêt de la Cour*. Ce sont surtout les considérations d'ordre pratique qui semblent avoir déterminé les magistrats de la Chambre criminelle en faveur de cette solution.

Il y aurait, selon nous, deux moyens qui permettraient de résoudre ce point délicat.

Tout en reconnaissant à l'accusé le droit de faire comparaître des témoins en aussi grand nombre qu'il le désirera, le Président, après les avoir appelés successivement à la barre, les arrêterait dès le début de leurs dépositions dans le cas où celles-ci lui paraîtraient inutiles. En outre, il pourrait toujours opposer son « veto » aux demandes de l'accusé tendant à poser des questions aux témoins.

Ce système, préconisé par M. Nouguié (1), ne nous satisfait aucunement ; au lieu de violer franchement les droits de la défense, il les viole d'une façon déguisée, tout en ayant l'apparence de respecter les prescriptions du Code d'Inst. crim., dont on modifie habilement le sens et la portée.

Ne vaudrait-il pas mieux compléter, par une réforme législative, les dispositions de notre Code qui, en cette matière, ne donnent pas satisfaction à la pratique. Pourquoi le Président ne pourrait-il pas

(1) *Op. cit.*, t. III, n° 1871.

consulter les jurés sur le point de savoir si la preuve des faits est suffisamment établie, dans le cas où la défense, se livrant à une obstruction systématique, citerait un nombre incalculable de témoins pour retarder l'issue du procès? L'appréciation des jurés serait souveraine, et ni le Président, ni la Cour ne pourraient empiéter sur cette attribution qui leur serait confiée. — Dans les procès politiques, où l'abus du droit de citer des témoins est fréquent, une pareille réforme pourrait donner des résultats satisfaisants. — D'un autre côté, nous pensons que devant la Haute-Cour de justice, les membres de cette juridiction, appréciant eux-mêmes et jugeant souverainement les faits, pourraient déclarer que la preuve leur paraît suffisamment établie. Dans l'espèce « les juges du droit » étant en même temps « juges du fait », il n'y aurait aucune confusion de pouvoirs à redouter. En outre, les motifs qui ont déterminé le législateur à donner aux magistrats des tribunaux correctionnels et de simple police un large pouvoir d'appréciation sur l'étendue et la valeur des témoignages, nous paraissent de nature à accorder ce même pouvoir aux membres de cette juridiction.

Nous nous bornons à faire ces quelques réflexions sur les moyens de suppléer législativement à l'insuffisance de l'art. 270, mais en l'absence de toute réforme, nous croyons que le Pouvoir de direction des débats conféré au Président serait arbitraire s'il per-

mettait à ce magistrat juge du droit de s'immiscer dans les attributions des jurés pour déclarer l'accusation suffisamment établie et refuser l'audition des témoins régulièrement appelés et acquis aux débats. D'autre part, les termes de l'art. 315 nous paraissent accorder à l'accusé le droit de citer et de faire entendre pour sa défense toutes personnes ne portant en elles aucune cause d'exclusion sans qu'il soit permis au Président d'en restreindre le nombre.

Dans l'hypothèse que nous venons d'envisager, il s'agissait de témoins régulièrement produits aux débats.

Supposons, au contraire, qu'un des témoins, cité par l'une des parties, n'ait pas été notifié à l'autre conformément à l'art. 315, cette dernière a le droit de s'opposer à son audition et à son serment. Si cette opposition est la source d'un incident contentieux, l'intervention de la Cour sera nécessaire. Si au contraire, elle n'est pas contestée et dans le cas où la partie adverse y adhère, le Président pourra statuer seul valablement.

On a contesté ce pouvoir que nous attribuons au Président. Un arrêt de la Cour de Cassation a décidé que, même en l'absence d'un incident contentieux, la Cour d'assises devait délibérer sur l'opposition formée et « qu'il n'appartenait pas au Président de dépouiller un témoin de son caractère légal et d'anéantir de son chef la garantie résultant de l'ob-

servation de l'art. 317, du Code d'Inst. crim. (1). » Il est aisé de remarquer que dans la circonstance, ce n'est pas le Président qui prive le témoin de son « caractère légal », c'est l'opposition formée qui a cet effet. Dans cette hypothèse, comme dans tout ce qui touche en général le pouvoir de direction des débats, le Président peut statuer seul. Si son ordonnance ne satisfait pas les parties, il reste à celles-ci la faculté de provoquer l'intervention de la Cour en déposant des conclusions écrites (2).

Les observations et la solution que nous venons de donner s'appliquent également au cas de renonciation à l'audition d'un témoin, lorsque nous ne rencontrons pas d'incident contentieux régulièrement soulevé. De même, en l'absence d'opposition des parties ou lorsque l'opposition étant formée, aucune protestation ne s'élève, le Président peut procéder seul à l'élimination d'un témoin incapable et à l'annulation du serment indument prêté. Une jurisprudence constante a également décidé que, en dehors de toute question d'opposition, le Président peut décider qu'un témoin, parent ou allié d'un des accusés, ne sera pas entendu sous la foi du serment; l'intervention de la Cour sur ce point n'est indispensable qu'en cas de contestation.

(1) Cass., 9 décembre 1830. B. 245.

(2) Cass., 29 mars 1877. B. 94.

Cass., 29 mai 1879. B. 110.

**Compétence du Président pour le règlement de l'ordre
dans lequel les témoins doivent déposer.**

Le Pouvoir de direction des débats attribué au Président se manifeste ici dans toute son étendue. La jurisprudence de la Cour suprême reconnaît en effet à ce magistrat le droit d'intervertir l'ordre dans lequel les témoins doivent comparaître, toutes les fois qu'il le juge utile pour la manifestation de la vérité. En outre, l'accusé ne pourra pas se faire un grief de cette interversion. Plusieurs arrêts ont reconnu au Président la faculté d'entendre les témoins à décharge avant les témoins à charge (1). Il serait regrettable que cette pratique se généralisât, car il appartient à l'accusateur de produire, dès le début, toutes les preuves de culpabilité. Il est, en outre, d'un grand intérêt pour la défense que les témoins à décharge comparaissent en dernier lieu.

L'art. 321 a établi un ordre dans lequel les témoignages doivent être reçus à l'audience, si l'observation de cet article n'est pas prescrite à peine de nullité, les Présidents d'assises doivent néanmoins en tenir compte. La pratique montre d'ailleurs que généralement, ils n'usent de cette faculté d'interver-

(1) Cass., 19 janvier 1883. B. 14.

» 5 septembre 1895. B. 236.

sion que lorsqu'elle est nécessaire pour la manifestation de la vérité.

En relisant l'art. 317, nous constatons que dès leur comparution et avant de déposer, les témoins prêtent le serment « de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité ». Nous rencontrons à ce moment des débats une circonstance où la jurisprudence a accordé aux Présidents d'assises une faculté d'appréciation en dehors de tout incident contentieux.

Lorsqu'un enfant âgé de moins de 15 ans est produit comme témoin, doit-il être nécessairement entendu sans prêter serment ? « ... La loi, dit un arrêt célèbre de la Cour de cassation (1), s'en remet à cet égard à la prudence et à la discrétion du magistrat qui, selon l'âge plus ou moins avancé de l'enfant et selon son degré d'intelligence, de discernement et d'éducation lui fera prêter serment ou l'en dispensera. » En Angleterre, le juge fait une sorte d'enquête préliminaire au sujet de la capacité intellectuelle du témoin proposé et décide ensuite d'après les renseignements recueillis par lui à l'audience, s'il doit l'admettre à prêter serment ou s'il est préférable de l'en dispenser.

Après la prestation du serment, formalité essentielle dont le Président surveille l'accomplissement strict et rigoureux, les témoins doivent subir un in-

(1) Cass., 25 avril 1834. D. 34. 4, 359.

terrogatoire d'identité prescrit par l'art. 317, *in fine* ainsi conçu : « ... Le Président leur demandera leurs noms, prénoms, âge, profession, leur domicile ou résidence, s'ils connaissent l'accusé avant le fait mentionné dans l'acte d'accusation, s'ils sont parents ou alliés soit de l'accusé, soit de la partie civile et à quel degré ; il lui demandera encore s'ils ne sont pas attachés au service l'un de l'autre... »

Ces dernières interpellations adressées par le Président au témoin sont d'une utilité très contestable et donnent souvent lieu à des incidents de nature à exciter l'hilarité du public. Nous pensons qu'elles pourraient disparaître sans inconvénient, en confiant à la défense le soin d'en faire usage en cas d'utilité, afin de permettre aux jurés d'apprécier le degré de crédibilité des témoins.

Nous arrivons maintenant à leur audition proprement dite. Pendant cette phase de débats, le rôle du Président serait assez restreint si l'on suivait rigoureusement en pratique les prescriptions du Code d'Instruction criminelle et si des incidents multiples ne venaient surgir à l'improviste.

Le législateur a décidé dans l'art. 317 *in fine* que les dépositions devaient se faire *spontanément* : « Les témoins déposeront... » Ceux-ci ne peuvent donc pas être interrogés d'une manière continue par le Président chargé de recevoir les témoignages. Il lui est donc interdit par là même de les

faire naître et de les diriger dans tel ou tel sens.

En outre les dépositions ne doivent être interrompues par qui que ce soit. Il va sans dire que l'art. 270 apporte une restriction à ce principe en ordonnant au Président de rejeter tout ce qui tiendrait à prolonger les débats sans utilité.

« Après chaque déposition, dit l'art. 319, le Président demandera au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler ; il demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui... »

La première partie de ce texte nous paraît d'une inutilité manifeste, on a même traité de « ridicule » cette interpellation adressée par le Président au témoin. La jurisprudence s'est d'ailleurs gardée de voir dans la non observation de cette formalité un vice de forme entraînant nullité, puisqu'aucune sanction n'est établie par la loi dans l'espèce.

Quant à la deuxième partie du § I de l'art. 319 : « il (le Président) demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui ; » la jurisprudence a considéré que cette disposition n'a rien de substantiel, puisque le législateur ne l'a pas prescrite à peine de nullité (1). La Cour suprême donne une solution inverse lorsque le Président refuse de recevoir les observations que l'accusé veut présenter.

(1) Cass., 25 août et 25 février 1877. B. 323. B. 78.

Interpellations adressées aux témoins sur leurs dépositions.

En suivant l'ordre légal dans lequel les questions peuvent être posées aux témoins, nous rencontrons, en première ligne, l'accusé ou son conseil (art. 319-2), ensuite le Président (319-3), enfin les juges, le Procureur général, les jurés et la partie civile.

Cet ordre n'a rien d'obligatoire et il est admis que le Président peut le modifier quand il le juge à propos.

Suivant que cette faculté d'interpeller les témoins sera exercée par telle ou telle des personnes que nous venons de mentionner, le Président sera tantôt un agent de transmission ayant un droit de contrôle, tantôt au contraire il se bornera à accorder la parole lorsqu'elle lui sera demandée ou le plus souvent son silence tiendra lieu d'autorisation.

En effet, l'accusé, son conseil et la partie civile ne peuvent, aux termes de l'art. 319-2-4, adresser des questions aux témoins que par « l'organe du Président. » En étudiant le développement de la jurisprudence et l'interprétation donnée aux règles concernant l'audition des témoins, nous verrons comment le magistrat directeur des débats exerce son contrôle sur les questions que l'accusé désire adresser à ceux-ci.

Le législateur a eu soin de déterminer l'étendue et de fixer les limites de ce droit d'interpellation en édictant, dans l'art. 319-2, que le conseil a la faculté de dire « tant contre le témoin que contre sa déposition, tout ce qui *pourra* être utile à la défense de l'accusé ». L'art. 353, du Code de Brumaire, autorisait ce dernier à « questionner le témoin et à dire tant contre lui que contre son témoignage *tout ce qu'il jugeait utile* à sa défense. » Dans le droit intermédiaire le conseil pouvait donc décider souverainement s'il était utile de poser aux témoins telles ou telles interpellations. De nombreux abus furent la conséquence de cette disposition du Code de l'an IV et le législateur de 1808 estima qu'une appréciation aussi délicate devrait être remise aux soins du Président des assises.

D'après ce qui précède, en nous conformant strictement aux articles 317, 318 et 319, nous pouvons remarquer, que, pendant l'audition proprement dite des témoins, le rôle du Président est très effacé, il devient au contraire très important, les dépositions étant terminées.

La jurisprudence de la Cour de cassation, tout en suivant les dispositions du Code dans leurs traits généraux, a permis au Président de remplacer selon la nécessité, la déposition orale des témoins par un interrogatoire qu'il conduit toujours en sa qualité de directeur des débats.

Lorsque la personne qui comparaît à la barre est capable de déposer d'une manière continue et spontanée, le Président gardera le silence. Dans beaucoup de cas, au contraire, le témoin préférera se laisser interroger par ce magistrat. Bien que le Code ait consacré le système de la déposition spontanée, la jurisprudence a permis l'introduction du système responsif impliquant la présence d'un interrogatoire serré à un moment où ce moyen d'information est particulièrement dangereux.

M. Cruppi (1) constate que dans la pratique « trois fois sur quatre, la disposition spontanée se réduit à quelques mots, après lesquels le témoin est longuement interrogé par le Président d'assises. Ces habitudes, ajoute l'éminent criminaliste, peuvent offrir certains avantages, mais leur inconvénient capital est de mêler le Président à la lutte, de le conduire à des duels successifs avec l'accusé ou avec les témoins, de l'obliger à abandonner de plus en plus son rôle d'arbitre ».

MM. Faustin-Hélie et Cruppi ont très bien vu qu'il pouvait être périlleux de s'écarter sur ce point des principes du Code d'Inst. crim. Nous reviendrons sur ce sujet lorsque nous proposerons de remédier aux défauts de cet état de choses.

D'après l'art. 319, c'est l'accusé qui doit avoir le

(1) *Op. cit.* p. 82.

premier la parole après la disposition du témoin. Or, celui-ci étant généralement interrogé par le Président et questionné directement par les personnes investies de cette faculté, l'accusé se voit priver du droit qui lui est accordé de discuter le premier les témoignages apportés contre lui aux débats. — Le texte et l'esprit de la loi ne sont donc pas respectés sur ce point dans la pratique. — En outre, ce qui est un deuxième inconvénient, les questions posées par le Président au témoin ne sont que la reproduction sous forme interrogative des dépositions faites par celui-ci devant le Juge d'Instruction. Nous avons déjà signalé ce danger en parlant de l'interrogatoire de l'accusé. — Les déclarations écrites des témoins deviennent ainsi le fondement du débat qui devrait être oral en réalité et non pas seulement en apparence. Un tel système suivi en pratique est nettement en opposition avec les principes posés par le législateur.

Il nous reste à signaler à propos de l'interrogatoire des témoins l'abus des questions suggestives. Ceux-ci n'ont, le plus souvent, à répondre que par « oui » ou par « non » aux interpellations qui leur sont adressées et insensiblement ils sont amenés par le Président à reproduire textuellement les déclarations faites par eux dans l'information préparatoire. Faustin-Hélie a déclaré avec raison que le débat devant la Cour d'assises devait être exclusivement oral en

demeurant « pur du contact de l'instruction écrite ». Ce principe idéal, quoique très difficile à suivre en pratique, devrait cependant être respecté dans la plus large mesure par le Magistrat chargé de présider aux développements de la preuve et de veiller à ce que la conviction des jurés ne puisse se former qu'avec les éléments recueillis à l'audience même de la Cour d'assises.

Droits conférés au Président par l'art. 270, C. I. cr.

C'est surtout pendant l'audition des témoins que le Président fait usage des pouvoirs à lui conférés par l'art. 270 ainsi conçu : « Il devra rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats. »

Si un témoin dépose sur des faits qui ne rentrent pas dans l'objet de l'accusation, le Président devra l'en empêcher, de même s'il rapporte des « ouï-dires » ainsi que des bruits vagues et sans consistance. Dans certaines affaires, l'exercice de ce droit confié à la discrétion du Président peut soulever de graves difficultés, car il sera souvent très délicat de fixer d'une manière précise les limites du débat. — La jurisprudence a toujours reconnu cette faculté d'appréciation comme appartenant au Président et en cas de contestation à la Cour d'assises.

Si le témoin a fait une déposition d'une importance

capitale au point de vue de l'accusation, il sera généralement harcelé par les interpellations de la défense qui voudra atténuer l'effet produit par ses déclarations sur l'esprit des jurés. Le Président devra intervenir en qualité de directeur du débat, pour décider si telle ou telle question pourra être adressée au témoin. La défense ne pouvant interpellier celui-ci que par l'organe du Président, des conflits naîtront fréquemment au sujet de l'utilité ou de l'inutilité des questions. Les difficultés seront d'autant plus grandes qu'il faut bien se garder de violer les droits de la défense en cherchant à les restreindre. En cas d'incident contentieux soulevé sur ce point, la Cour devra toujours statuer au fond et rendre un arrêt.

Très souvent, dans la pratique, le Président refuse à l'accusé la permission de poser au témoin des interpellations injurieuses et blessantes pour ce dernier. Il est bon de remarquer que, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, ce n'est pas « le caractère blessant » de la question qui doit la faire rejeter, c'est surtout parce qu'une pareille interpellation ne saurait être en aucune façon utile à la défense (1).

Selon nous, le Président devrait entraver le moins possible la liberté accordée à l'accusé de questionner le témoin. En effet, lorsque ce dernier vient à l'im-

(1) Cass. 31 décembre 1896.

proviste jeter dans les débats des éléments nouveaux d'une grande importance, ces révélations ne peuvent justement entrer en ligne de compte que si elles émanent d'une personne honnête et d'une probité incontestable, car « tant vaut le témoin, tant vaut son témoignage ». Les investigations portant même sur la vie privée et sur la moralité de celui-ci pourront donc être souvent autorisées lorsque le Président en aura reconnu l'utilité.

Stephen (1) fixe très exactement les limites entre lesquelles devra s'exercer la faculté accordée à l'accusé d'interpeller le témoin et le moment où le directeur du débat pourra intervenir légitimement : « Un procès de quelque importance, écrit ce jurisconsulte, ressemble toujours à une bataille et l'un des buts assignés aux règles de la preuve et de la procédure c'est de circonscrire ce combat dans les limites raisonnables, et d'empêcher les parties d'infliger des blessures inutiles, soit à leur adversaire, soit à des tiers. Mais *seules, les blessures inutiles doivent être évitées*, et quant à celles qui sont indispensables à la manifestation de la vérité, il serait puéril de songer à les supprimer, car dans les limites que la raison lui assigne, le combat doit être livré avec des épées et non avec des fleurets ».

(1) *History of the criminal law*. I, p. 432.

**Notre conception du rôle du Président
pendant l'audition des témoins.**

Après avoir étudié, en théorie et en pratique, les principales questions concernant le rôle du Président pendant l'audition des témoins, il faut nous demander si des réformes utiles ne pourraient pas être tentées sur ce point de notre procédure criminelle.

Le grand inconvénient du système actuellement en vigueur est que le Président a pris l'habitude de faire subir lui-même un interrogatoire aux témoins qui devraient faire des dispositions spontanées et continues. En outre, les divers incidents auxquels il se trouve nécessairement mêlé contribuent à diminuer son prestige et à faire subir une rude épreuve à son impartialité. L'interrogatoire serré que le Président fait subir aux témoins n'a plus le même but et la même portée que les éclaircissements qu'il pourrait leur demander. Au lieu d'être, comme ceux-ci, une mesure supplémentaire d'information, c'est un moyen de preuve décisif. Or, à qui incombe la charge de prouver les faits articulés contre l'accusé ? A l'avocat général et non au Président, suprême régulateur du débat. D'après notre conception, chaque partie devrait questionner elle-même les témoins appelés par elle, et ceux-ci subiraient, on outre, un contre-interrogatoire qui serait dirigé par la partie adverse.

Si nous admettions ce système purement responsif, sans y apporter quelques modifications, nous supprimerions la spontanéité des dépositions, ce qui serait, à notre avis, une mesure dangereuse. Il faut, selon nous, combiner le système responsif avec le système spontané et ne permettre l'interrogatoire que lorsque le témoin ne sera pas en état de faire sa déposition ou lorsqu'il l'aura achevée. Les questions qui pourront lui être adressées apporteront des preuves nouvelles au débat et éclairciront les points qui n'auront pas été suffisamment mis en lumière.

Ainsi dans notre conception, au moment où le témoin comparaitra à la barre, le Président, après avoir reçu son serment, lui fera subir un interrogatoire d'identité. Ce dernier fera ensuite sa déposition, laquelle ne pourra être interrompue par le magistrat que si elle s'écarte des faits dont la preuve est admise. Aussitôt après, la partie qui aura cité le témoin lui fera subir un interrogatoire, lequel sera suivi du contre-interrogatoire de la partie adverse et d'un re-interrogatoire de la partie produisante, si toutefois elle le juge utile. Enfin, le Président, les Jurés, les assesseurs et la partie civile pourront demander directement des éclaircissements au témoin.

Les principes de cette innovation sont actuellement en vigueur dans les législations anglaise, allemande, portugaise, le récent Code de procédure pé-

nale du canton de Neuchâtel et le Code de procédure pénale fédéral suisse.

En Angleterre le rôle du Président, pendant l'audition des témoins, est purement négatif. Les parties interrogent les témoins produits par elles, c'est l'« examination in chief » (interrogatoire) ; ceux-ci sont ensuite livrés à la « cross-examination » (contre-interrogatoire) de l'adversaire et au besoin à une « re-examination » (re-interrogatoire). C'est la phase capitale du débat pendant laquelle les témoins sont harcelés d'interpellations pressantes par les avocats qui mettent beaucoup d'habileté dans la rédaction de leurs questionnaires. Les investigations auxquelles ceux-ci se livrent peuvent même porter sur la vie privée et la moralité du témoin. Ce système est la source de nombreux abus qui, en revanche, ne sont pas signalés en Allemagne où le « *Kreuzverhoer* » (interrogatoire croisé) a été directement emprunté à la législation anglaise. -

D'après l'art. 238 du Code de procédure pénale allemand (1), le ministère public et le conseil peuvent demander, d'un commun accord, à interroger eux-mêmes les témoins cités par eux. Si l'accord ne peut exister le Président les interroge, ensuite le ministère public et l'accusé leur adressent *directement* des interpellations.

(1) Voir la savante traduction de M. Fernand Daguin.

Le « *Kreuzverhoer* » n'est autorisé qu'à l'égard des personnes citées à la requête de l'accusation et de la défense. En effet, les témoins et les experts appelés, par ordre du Président (art. 220), ou en vertu d'une décision du Tribunal (art. 243-3) ne peuvent être interrogés que par ce magistrat lui-même. L'art. 240 du Code de procédure pénale allemand réglemente ainsi l'interrogatoire croisé : « Lorsqu'une personne, dit-il, fera un usage abusif de la faculté qui lui aura été conférée dans le cas prévu par l'art. 238, § 1, d'interroger les témoins et experts, le Président pourra la lui retirer. Dans les cas prévus par l'art. 238, § 1 et par l'art. 239 § 2, le Président pourra écarter les questions qui seraient inopportunes ou qui ne se rapporteraient pas à l'affaire. »

Nous pouvons nous rendre compte, d'après cet aperçu, que le législateur allemand a su concilier, au moment de l'audition des témoins, les pouvoirs du Président qui reste le Directeur du débat et les droits de la défense. La pratique du « *Kreuzverhoer* » est un heureux progrès réalisé, et il serait désirable que cette innovation puisse s'introduire dans la plupart des Codes européens.

Dans ces dernières années le Code de procédure pénale du canton de Neuchâtel a consacré la réforme que nous préconisons. L'art. 212 est ainsi conçu : « *Chaque partie interroge elle-même les témoins qu'elle a fait citer.* Les parties qui ne conduiront pas

l'interrogatoire du témoin ont aussi le droit de lui adresser des questions... (1). »

La même innovation se retrouve dans le Code de procédure pénale fédéral suisse. « Le ministère public fédéral, dit l'art. 70, interroge les témoins qu'il a désignés... après chaque interrogatoire le défenseur a le droit d'adresser des questions aux témoins dans l'intérêt de la défense. » Le même Code ajoute ; « Le défenseur et le cas échéant, l'accusé interroge ensuite les témoins qu'il a désignés.... » art. 71. Enfin, « le Président surveille l'interrogatoire des témoins et les protège contre toute inconvenance » art. 72. Il prend en outre les mesures utiles pour que le témoin ne soit pas influencé (art. 75).

A côté de ces législations vraiment libérales, nous constatons que, d'après le Code de procédure pénale du canton de Fribourg (1873) art. 419, le Président a le droit « de diriger quant au fond et quant à la forme les questions à adresser soit au prévenu, soit aux témoins et même de *leur faire des remontrances* au besoin ; les parties n'ont, à cet effet, aucune direction à lui donner. »

Cette disposition prise à la lettre constitue une violation des droits de la défense dont l'intervention,

(1) Voir l'étude de M. Leloir substitut du Procureur général près la Cour de Paris sur « Un récent code de Procédure Pénale », « canton de Neuchâtel » insérée dans la *France judiciaire* juillet et août 1894).

souvent très justifiée, se trouve annihilée par l'omnipotence du Président.

La loi portugaise a, de son côté, beaucoup emprunté à la législation anglaise. Comme celle-ci, elle a admis la faculté pour la défense et l'accusation d'examiner réciproquement leurs témoins sous la haute surveillance du Président.

Il nous reste maintenant à réfuter les principales objections que l'on peut produire contre le système dont nous venons d'esquisser les traits principaux.

Tout d'abord, peut-on nous dire, le Président est seul capable de conduire avec modération et impartialité l'interrogatoire des témoins. De plus, il ne peut renoncer à cette attribution qu'il s'est arrogée sans perdre la direction du débat dont le législateur l'a investi.

Il ne nous paraît pas exact de prétendre que l'interrogatoire des témoins fait par le Président, est toujours modéré et impartial. La pratique nous a souvent prouvé le contraire. M. Speyer (1), en critiquant avec nous le système actuel, dit avec assez de raison : « Quel que soit le désir d'impartialité qui anime le Président il lui sera impossible d'étouffer d'une manière absolue la voix de sa conscience. Malgré lui, il mettra plus de vigueur, plus d'intelligence dans la recherche des faits établissant ce qu'il

(1) *Op. cit.* p. 233.

« croit être la vérité; malgré lui il prendra un ton plus sévère en interrogeant les témoins amenés par la partie qui n'a pas ses sympathies et en général, l'expérience le prouve, cette partie sera la défense. »

Enfin le Président, débarrassé du soin d'interroger lui-même les témoins, jouira d'une autorité très grande dans la direction du débat.

Intervenant rarement, il sera nécessairement impartial. Dans le cas où la défense abuserait de la faculté qui lui est accordée par la loi, ce magistrat pourrait la rappeler à ses devoirs et même lui retirer la parole. Etant placé au-dessus de la lutte et des incidents de toute nature, le Président usera de tout son prestige pour maintenir, dans de sages limites, la libre discussion des parties.

On peut nous objecter, en dernier lieu, qu'il n'est pas besoin d'une réforme législative pour introduire dans nos Cours d'assises l'interrogatoire croisé des témoins. On ajoute que dans la pratique, ceux-ci sont très fréquemment questionnés, tant par l'accusation que par la défense, après l'avoir été par le Président lui-même.

Nous nous bornerons à faire remarquer que, contrairement au texte de la loi, ce magistrat interroge le témoin *en premier lieu*, alors que cette faculté doit appartenir à la défense. Ensuite, le conseil ou l'accusé ne peuvent poser des questions à ce dernier que « par l'organe du Président, con-

formément à l'art. 319 tandis que l'avocat général les lui adresse *directement*. Un tel système crée une inégalité choquante entre la défense et l'accusation qui devraient, en toute justice, combattre avec des armes égales. De deux choses l'une, ou bien le Président posera la question telle que le conseil l'a formulée, et alors, nous n'apercevons pas l'utilité de cet intermédiaire ; ou bien il la modifiera ; cette dernière alternative peut être la source de beaucoup d'inconvénients, car, selon l'expression de M. Speyer, nous assistons, dans la circonstance, à « la substitution de la volonté présidentielle à l'initiative de la partie(1) ».

Stephen a eu soin de signaler les dangers de ce système (2) « ...le seul moyen, dit-il, de rendre les témoignages oraux complets et pertinents est qu'ils soient tirés du témoin par des questions posées par la partie qui présente le témoin.

» En passant par la bouche du Président, les questions risquent de perdre leur caractère et de ne pas atteindre leur but. Au lieu de se succéder à intervalles très rapprochés, elles languiront en quelque sorte, ce qui pourra permettre au témoin de composer sa réponse. Pourquoi, ajoute avec raison ce jurisconsulte, forcer la défense à lutter par l'intermédiaire d'un représentant à qui elle n'a que le droit d'indiquer où il doit frapper.

(1) *Op. cit.* p. 233.

(2) *Op. cit.*, *loc. cit.*

» On ne doit jamais oublier que les débats sont un combat ; et si on l'oublie pour un instant, on risque de rendre le combat inégal et injuste.

» Les témoins cités contre chaque partie sont pour le moment l'ennemi de cette partie, et il devrait être permis au représentant de chacune d'elles de les attaquer corps à corps. »

Nous croyons avoir donné les principaux arguments qui peuvent légitimer l'introduction de l'interrogatoire croisé des témoins dans notre législation. Cette réforme ferait cesser l'inégalité existant entre la défense et l'accusation qui devraient librement discuter entre elles les éléments de preuve produits au débat ; en outre elle conserverait au Président, au milieu des incidents les plus violents, sa dignité, son prestige et son impartialité.

**Pouvoirs conférés au Président en vertu des art. 325
et 326 du Code d'Instruction criminelle.**

Il nous reste à dire quelques mots des pouvoirs conférés au Président par les art. 325 et 326 dont l'application peut être d'une grande utilité pendant l'audition des témoins.

D'après l'art. 326, l'accusé et le Procureur général peuvent demander que les témoins se retirent de l'auditoire après leurs dépositions et qu'un ou plusieurs d'entre eux soient introduits et entendus

de nouveau, séparément ou en présence les uns des autres.

Le Président sera-t-il, dans toutes les circonstances, obligé de déférer à cette demande? Assurément non, car ce serait le dessaisir par là même d'une de ses plus importantes attributions, la direction des débats. En cas d'incident contentieux soulevé par les parties, la Cour devra statuer, mais elle aura soin de déclarer que le Président a usé, dans la circonstance, d'une faculté à lui personnelle.

De même, c'est aussi en qualité de Directeur du débat que le Président pourra ordonner des confrontations entre les témoins qu'il fera retirer ou entendra de nouveau selon les besoins (art. 326). Il prescrira de tenir note des variations pouvant se produire dans les témoignages et il décidera s'il y a lieu d'arrêter les faux témoins (art. 330). La nomination des interprètes et des experts (1), la rectification des erreurs de fait ou de droit commises par les parties appartiendra également au Président agissant en vertu de son pouvoir de direction.

(1) Certaines mesures, par exemple « les expertises, les transports sur les lieux, les vérifications extérieures, peuvent être prises aussi bien en vertu de l'art. 267, (pouvoir de direction) comme mesure d'instruction, qu'en vertu de l'art. 268 (pouvoir discrétionnaire), puisqu'elles ont pour but d'arriver à la découverte de la vérité. » Surraud. — Code de la Cour d'assises p. 236. Ce système est admis en pratique, nous le critiquerons ultérieurement en traitant du pouvoir discrétionnaire.

Résumé du Président.

Avant la loi du 19 juin 1881, le Président résumait l'affaire en vertu d'une attribution qui lui était exclusivement personnelle.

Le Résumé ayant été, pendant de longues années, une des parties essentielles de notre procédure en Cour d'assises, nous ne pouvons nous dispenser d'en dire quelques mots, d'autant plus qu'il est encore en usage dans plusieurs législations étrangères.

Autrefois le Président des assises résumait lui-même les éléments du procès qui venait de se dérouler devant le jury. Cet exposé se faisait immédiatement après la clôture des débats et la défense n'avait, à ce sujet, aucune faculté de réplique ou même de contrôle.

On aperçoit déjà les grands dangers causés par l'application pratique de cette institution. Le Président, oubliant son rôle d'arbitre, de directeur impartial des débats, reproduisait avec véhémence les arguments de l'accusation en sacrifiant ouvertement les droits de la défense. Il eut été facile à la Cour de cassation de rappeler à leurs devoirs les Présidents d'assises, elle leur accorda au contraire, en cette matière, une omnipotence absolue. En effet, la jurisprudence de la Chambre criminelle a reconnu aux Présidents le droit de suppléer dans leur Résumé aux

omissions de l'accusation comme de la défense (1), de se livrer à une appréciation personnelle des charges de l'accusation (2), et de discuter l'admission des circonstances atténuantes (3). Elle a, en outre, décidé que le Président pouvait déclarer impunément dans son résumé que le système de la défense était dérisoire (4) ! et qu'il lui était permis de reprendre même l'accusation abandonnée par le ministère public (5) !

En somme le Résumé se faisait d'une façon immédérée sans qu'aucun contrôle, aucun pouvoir ne vint en régler l'application et en prévenir les abus. On cite encore aujourd'hui cependant, les noms de certains Présidents qui ont rempli cette importante partie de leurs fonctions avec une impartialité et une élévation de sentiments incontestables. M. Falconnet avait soin de tenir la balance toujours égale entre l'accusation et la défense, les arguments des adversaires étaient reproduits avec la même force sans que jamais le Résumé ne dégénérât en réquisitoire. Il concluait, en se servant d'une formule employée fréquemment par les juges anglais : « Messieurs les jurés, voici l'accusation et voici la défense ».

(1) Cass., 29 août 1844.

(2) Cass., 22 juin 1839, 5 octobre 1866.

(3) Cas., 27 mars 1845.

(4) Cass., 10 février 1881.

(5) Cass., 27 mai 1852.

Le Président Férey méritait les mêmes éloges, on cite encore souvent la conclusion de son Résumé dans l'affaire « la Roncière ». Il donnait aux jurés pour seul guide « la conscience, contre laquelle viennent se briser toutes les passions ; la conscience qui ne s'émeut pas aux paroles et qui ne se laisse pas entraîner aux considérations, qui recule devant le doute parce que *le doute équivaut à la conviction de l'innocence* (1) ».

Malgré ces brillantes et belles exceptions, le Résumé était vicié dans son application. Cette institution devint, selon un criminaliste français, « la plus lourde charge qui puisse jamais être imposée à la conscience d'un honnête magistrat ». L'impartialité demandée au Président n'était, en somme, d'après Ortolan qu'une « *illusion* » ou, mieux encore, une « *impossibilité*, » pour employer l'expression de Livingstone.

Les abus flagrants, commis sous le deuxième empire, devaient inévitablement amener la suppression du Résumé. Au moment où cette réforme était presque universellement réclamée en France, un auteur italien émettait une opinion qu'il est intéressant de rappeler pour montrer à quels arguments on avait recours afin de soutenir cette institution, appelée justement à disparaître (2). « La suppression

(1) Rapp. dans l'ouvrage déjà cité de M. Bérard des Glageux, p. 203.

(2) Voir le « *Filangieri* » n° de juillet 1880, p. 414 et suiv.

du Résumé, disait-il, peut se comprendre dans une République comme la France, qui marche à pas précipités vers le radicalisme. » Il ajoutait qu'elle ne saurait s'établir dans un pays monarchique comme l'Italie. — Nous ne voyons pas en quoi la forme d'un gouvernement peut exercer une influence quelconque sur la question du Résumé du Président d'assises.

La loi du 19 juin 1881 (1) a fait une réforme que nous ne pouvons qu'approuver. Actuellement, l'article 336, Code I. cr., porte : « Le Président, après clôture des débats, ne pourra, à peine de nullité, résumer les moyens de l'accusation et de la défense... »

M. Dauphin s'exprimait ainsi, avec beaucoup de raison, à la séance du Sénat du 14 mai 1881 : « Le Résumé, disait-il, c'est un pouvoir discrétionnaire continué trop loin, prolongé après la clôture des débats. Quand ils sont clos, la défense est condamnée au silence ; le pouvoir du Résumé est sans contrôle et il ne peut y avoir de pouvoir sans contrôle, d'argument sans droit de réponse à la Cour d'assises, puisque les défenseurs ont droit à la parole les derniers. »

(1) Il paraît que cette réforme a eu pour cause ou occasion finale l'affaire *Marie Bière* (incident entre le Président et Lachaud).

V. notamment Plaidoyers de Lachaud recueillis par Sangnier, t. I, p. 458.

Quelques orateurs firent valoir, en faveur du maintien de l'institution, qu'elle pouvait être utile même à la défense dans certains cas. Lorsque celle-ci sera présentée d'une manière incomplète, disaient-ils, le Président rétablira l'équilibre en mettant en lumière les points négligés. — A notre avis, cet argument n'est pas probant et nous comprendrions davantage celui que nous trouvons dans l'œuvre de Bentham (1).

Les témoignages étant nombreux et confus, dit en substance cet auteur, sont destinés à perdre leur valeur et le jury peut difficilement les coordonner. C'est pour prévenir cet inconvénient que le juge anglais, pendant les débats, prend des notes dont il donne lecture. Un Résumé fait de cette manière peut être impartial et possède l'avantage appréciable d'enchaîner tous les éléments de preuve qui formeront la base de la délibération du jury.

La composition actuelle de la magistrature, le recrutement et la nomination des Présidents d'assises sont, selon nous, autant d'obstacles à l'imitation du système anglais sur ce point. — Le Résumé était une institution dangereuse permettant de violer trop souvent les droits de la défense. Cette raison seule légitimait sa disparition de notre Code d'Instruction criminelle.

(1) *Traité des Preuves judiciaires*, t. I, p. 85.

Législation comparée. — Plusieurs législations européennes ont, cependant, conservé le Résumé, mais il faut reconnaître qu'il n'y a qu'en Italie où il est demeuré tel qu'il existait dans notre législation avant 1881.

Dans ce pays, le Président résume la discussion et fait remarquer aux jurés les preuves *contre* et *pour* l'accusé. Cette dernière disposition fut vivement combattue, mais elle triompha avec l'appui du Garde des Sceaux. L'innovation sur ce point est importante, car le Code pénal sarde et notre ancien article 336 portaient que le Président devait « faire remarquer aux jurés les principales preuves *pour* ou *contre* l'accusé ». Le législateur italien a exigé que la défense ait la parole en dernier lieu par la bouche du Président, ce qui est au moins juste et logique. Les questions étant posées au jury avant la clôture des débats, le Résumé, d'après les paroles mêmes du ministre rédacteur de la loi de 1874 *doit surtout consister dans l'explication de ces questions*.

Nous pouvons remarquer cette tendance du législateur dans les pays qui n'ont pas encore supprimé radicalement le Résumé. On a éprouvé le besoin de confier au Président, à la fin des débats, la mission d'enseigner au jury les connaissances juridiques élémentaires qui vont lui être nécessaires lors de la délibération.

L'art. 801 du Code de procédure pénale russe est

ainsi conçu : « Le Président remet au chef du jury la liste des questions posées et explique au jury :

» 1^o Les circonstances essentielles de l'affaire et les lois concernant la définition du crime ou du délit dont il s'agit ;

» 2^o Les principes généraux qui servent à l'appréciation des preuves produites pour ou contre l'accusé. »

Le Code de procédure pénale autrichien de 1873 (1) qui admet encore le Résumé, donne au Président la mission d'indiquer aux jurés « les caractères légaux du fait punissable et la signification des expressions légales contenues dans les questions... » (art. 323). — En outre, dans le cas où le Président donnerait de fausses indications juridiques, toute partie aura le droit d'exiger qu'elles soient constatées dans le procès-verbal et la défense pourra, au besoin, en tirer un moyen de cassation (art. 344, § 8, même code).

De même en Amérique, contrairement à ce qui se passe en Angleterre et dans la législation portugaise, l'opinion tend de plus en plus à se former en ce sens que le juge doit se borner à donner aux jurés des explications juridiques, sans entrer dans l'appréciation des preuves et de la question de culpabilité. La législation allemande a suivi la même voie et

(1) Traduction de MM. Lyon-Caen et Edmond Bertrand.

l'art. 300 du Code de procédure pénale, promulgué le 1^{er} février 1877, décide que « le Président, sans entrer dans l'appréciation des preuves, exposera aux jurés les points de droit qu'ils devront prendre en considération dans l'accomplissement de leur mission ».

En donnant aux jurés ces instructions juridiques, le Président doit donc s'efforcer de rendre ceux-ci capables de statuer sur le fait après les avoir suffisamment éclairés sur « les points de droit ». — Selon nous, il est inutile à la fin des débats, de transformer le Président des assises en un professeur de législation, chargé d'enseigner des connaissances juridiques à des hommes qui doivent juger d'après leur intime conviction. Un des arguments principaux fournis par les partisans du jury, consiste à dire que les jurés rendraient des verdicts meilleurs s'ils n'étaient plus obligés de s'inquiéter des controverses de droit que renferment actuellement la plupart des questions soumises à leur délibération, si, enfin, la séparation du fait et du droit était aussi complète que possible.

Nous approuvons cette manière de voir et il nous semble qu'une réforme heureuse pourrait être tentée sur ce point. En conséquence, il n'est besoin, ni de rétablir le Résumé, ni de donner au Président la mission d'applanir lui-même à l'audience toutes les difficultés juridiques.

Il suffirait que les questions *posées avant le réquisitoire et les plaidoiries soient développées par ce magistrat qui se bornerait à analyser et à énoncer par écrit tous les éléments du fait incriminé*. Les jurés ne verraient plus figurer dans le questionnaire qui leur est soumis, des expressions énigmatiques et incompréhensibles pour eux. Les termes de « mandat », « dépôt », « maison habitée ou servant à l'habitation », « escalade », effraction », « lettre de change », « cours légal » en matière de fausse monnaie, « chemin public » en matière de vol qualifié, etc., etc., renferment tous, des problèmes juridiques qu'il faudrait résoudre pour que les jurés puissent en saisir le sens et la portée.

Nous nous bornons à faire ces simples réflexions sur ce sujet qui rentre dans « la position des questions » et dépasse par là même le cadre de notre étude.

DEUXIÈME PARTIE

ATTRIBUTIONS EXTRAORDINAIRES DU PRÉSIDENT D'ASSISES

CHAPITRE UNIQUE

DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE

Les pouvoirs de police et de direction des débats ne sont pas spéciaux à notre procédure criminelle devant le jury, il font partie des attributions indispensables de tout magistrat placé à la tête d'un tribunal quelconque. Au contraire, le pouvoir discrétionnaire est exclusivement propre à la Cour d'assises où les nombreux incidents obligent le Président à faire face à mille difficultés qui auraient pu entraver la manifestation de la vérité.

§ I. — *Origines du pouvoir discrétionnaire.*

L'art. 268 du Code d'Inst. cr. est ainsi conçu :
« Le Président est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité, et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour favoriser la manifestation. »

Il faut remonter à la législation intermédiaire pour trouver l'origine de cette disposition.

Le texte du décret instruction sur la loi des 16-29 septembre 1791, porte que le Président pourra « prendre, d'après les circonstances, une multitude de décisions sur lesquelles on ne lui aura tracé d'avance aucune règle ». En outre, d'après l'art. 2 de la loi de 1791 (1), « le Président du tribunal criminel peut prendre sur lui de faire ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité ; et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation ». Le Code de l'an IV reproduit la même disposition en faisant usage cette fois de l'expression « pouvoir discrétionnaire » qui a été retenue par le législateur de 1808.

(1) Tit. III, ch. II.

§ II. — *Caractères et utilité du pouvoir
discrétionnaire.*

Il importe tout d'abord de signaler, comme principal trait caractéristique, que ce pouvoir est essentiellement *exceptionnel*. Il est destiné à compléter les lacunes de l'instruction orale et à permettre de faire face aux incidents imprévus qui se produisent à l'audience. Nous ferons en outre remarquer, pour bien mettre en évidence sa nature spéciale, que le pouvoir discrétionnaire est surtout mis en œuvre lorsque les attributions particulières de la Cour et du Président deviennent insuffisantes (1). Nous pouvons donc, dès maintenant, poser en principe que toute mesure d'instruction qui ne peut être prise par la Cour ou par le Président, en vertu des pouvoirs ordinaires qui leur sont conférés par la loi, pourra être prescrite par ce magistrat en vertu des art. 268 et 269, C. I. cr.

L'utilité du pouvoir discrétionnaire est incontestable, la plupart des législateurs étrangers l'ont du reste reconnu. Grâce à ce précieux auxiliaire, le Président pourra poursuivre, avec succès, la manifestation de la vérité. Dans cette mission, la loi lui

(1) Cass., 12 mars 1857. B. 170.

donne pour seuls guides « son honneur et sa conscience ». C'est surtout à ce moment qu'il devra se pénétrer profondément « du sentiment de ses devoirs et de la nature de l'institution sublime dont il est le principal moteur (1) ».

§ III. — *Etendue et limites du pouvoir discrétionnaire.*

Le pouvoir discrétionnaire ne s'exerce qu'au cours des débats, et il importe de ne pas le confondre avec le pouvoir d'ordonner, avant leur ouverture, une instruction supplémentaire. La jurisprudence a cependant admis que le Président pouvait en préparer l'exercice en ordonnant, avant les débats, qu'un témoin sera appelé à l'audience (2). La Chambre criminelle a, en outre, toujours permis l'usage du pouvoir discrétionnaire pendant et après les plaidoiries (3). Cette décision est conforme au texte du Code, car nous lisons dans l'art. 269 les mots : « Dans le cours des débats... » et l'art. 335 porte que les *débats ne sont terminés qu'après les plaidoiries et les répliques*. Une fois clos, si le Président est

(1) Décret instruction sur la loi de 1791.

(2) Cass., 14 septembre 1882. B. 224.

(3) Cass., 14 octobre 1851. B. 690.

dans la nécessité de les rouvrir, toutes ses attributions renaissent « ipso facto » et, avec elles l'exercice du pouvoir discrétionnaire.

Il nous faut chercher maintenant à déterminer l'étendue exacte de ce pouvoir. Est-il absolument indéfini, ou bien ne peut-il s'appliquer qu'à certains actes spécialement indiqués dans l'art. 269 ?

Faustin-Hélie admet cette dernière opinion basée sur l'interprétation purement littérale du Code.

D'après cet éminent criminaliste, le pouvoir discrétionnaire ne pourrait s'exercer que dans le cas où de « nouveaux développements » seraient donnés à l'audience « soit par les accusés, soit par les témoins » et le Président ne devrait en faire usage que pour prescrire *l'apport de nouvelles pièces* ou *appeler de nouveaux témoins*.

Ce système semble contredit par les textes de la législation intermédiaire où l'on rencontre la véritable source de nos articles 268 et 269. Il est aisé de se rendre compte que toujours le pouvoir discrétionnaire a été considéré comme un pouvoir indéfini, c'est ce qui est, du reste, sa raison d'être et son véritable but. La Chambre criminelle l'a bien compris depuis longtemps. En effet, elle n'hésite pas à autoriser l'exercice du pouvoir discrétionnaire toutes les fois que la manifestation de la vérité y est intéressée, que les développements nouveaux proviennent du ministère public, des accusés, de la partie civile ou

des témoins (1). « Attendu », dit textuellement l'arrêt du 17 janvier 1839, « que l'art. 269 du Code d'Inst. crim. est *démonstratif* et que le pouvoir discrétionnaire n'est ni limité aux cas prévus par cet article, ni enchaîné par les conclusions qui en provoquent l'exercice... ».

C'est ainsi que la jurisprudence a permis au Président d'exercer son pouvoir discrétionnaire pour prescrire certaines mesures qui auraient pu être ordonnées par la Cour ou par le Président agissant en vertu de leurs pouvoirs ordinaires d'instruction. De nombreux arrêts permettent, en effet, au Président, en dehors de tout incident contentieux, d'ordonner une expertise d'office ou en vertu de son pouvoir discrétionnaire. Ils accordent, en outre, à la Cour d'assises, le droit de prescrire, au cours des débats, une expertise ou une vérification quelconque (2). Nous arrivons à des conséquences illogiques en suivant le développement du système autorisé par la Chambre criminelle. En matière d'expertise, par exemple, le Président est amené à partager, avec la Cour, l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, en outre, ce qui est encore plus antijuridique, dans le cas où le Président a ordonné une expertise en vertu de son pouvoir ordinaire d'instruction, la Cour statuant

(1) Cass., 17 janvier 1839. D. 39, 1, 389.

(2) Cass., 29 novembre 1872. B. 296.

au fond devra confirmer ou réformer cette décision en cas d'incident contentieux, tandis qu'elle aurait été obligée de se déclarer incompétente si le Président avait prescrit cette même mesure en vertu de l'art. 268 (1).

En résumé, la théorie jurisprudentielle qui consacre l'extension du pouvoir discrétionnaire à des cas non prévus par l'art. 269, aboutit à des résultats paraissant inacceptables en droit. Il aurait fallu conserver à ce pouvoir les caractères essentiels qui le rendent *incommunicable* et le différentient nettement des autres pouvoirs ordinaires du Président ou de la Cour. — Le système de Faustin-Hélie a au moins le mérite de ne pas présenter de contradictions en restant en conformité avec le texte de la loi.

Après avoir montré l'extension donnée au pouvoir discrétionnaire par la jurisprudence, il est bon de se demander s'il est absolument illimité dans son application.

Il est admis, depuis longtemps, que ce pouvoir ne peut permettre au Président d'enfreindre une prescription de la loi.

Dès l'an IX, sur le régime du Code brumaire, l'ajournement en dehors des cas fixés par la loi de débats déjà commencés constituait un abus du pouvoir discrétionnaire (1). En 1824, le Procureur géné-

(1) Voir supra page 70, note (1).

(2) Cass., 16 fructidor an IX. Bull. 565.

ral près la Cour de cassation s'exprimait ainsi : « on ne peut contester que tout ce que la loi ne défend pas et qui peut tendre à la manifestation de la vérité ne rentre dans le pouvoir discrétionnaire dont le Président se trouve investi par l'art 268.... Cet article s'applique à tout ce qui peut éclairer les débats ; mais entre les éclairer ou les faire cesser, la différence est grande ».

De même la violation de la règle du débat oral ne peut être légitimée par l'exercice du pouvoir discrétionnaire. Ainsi, dans le cas où aucun témoin n'a été produit par l'accusation et lorsque le Président s'est borné à donner lecture de toutes les pièces de la procédure en vertu de l'art. 268, l'arrêt de la Cour d'assises sera cassé (1). De même il y aurait encore nullité si un témoin régulièrement cité et notifié avait été entendu sans prestation de serment.

Le Président, investi des attributions extraordinaires qui lui sont conférées par les art. 268 et 269, ne peut donc jamais se placer au-dessus de la loi. En outre, selon l'expression employée dans un arrêt récent de la Haute-Cour de justice (2), il faut que « la défense trouve sa garantie » dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire qui ne doit jamais violer les droits de l'accusé.

(1) Cass., 6 avril 1894.

(2) Haute Cour de Justice, arrêt du 23 novembre 1899.

§ IV. — *A qui le Pouvoir discrétionnaire appartient-il ?*

Le pouvoir discrétionnaire appartient au Président *seul* qui l'exerce sans contrôle et sans partage « sur son honneur et sa conscience ». — Un arrêt célèbre rendu sur les conclusions du Procureur général Dupin (1) consacre formellement cette règle. — En outre le Président ne peut jamais consentir au dessaisissement de son pouvoir discrétionnaire ni en partager l'exercice avec la Cour qui commettrait ainsi une usurpation entraînant nullité. Nous avons vu plus haut comment la rigueur de ces principes a été affaiblie par l'extension démesurée donnée par la jurisprudence à l'article 269, C. I. cr.

§ V. — *Règles générales concernant l'exercice du Pouvoir discrétionnaire.*

Lorsque le Président prescrit une mesure en vertu de son pouvoir discrétionnaire, il doit agir *spontanément*. Il ne faut pas interpréter le sens de cette ex-

(1) Cass., 14 février 1835. S. 35, 1, 168.

pression au pied de la lettre, car dans beaucoup de cas le Président prend préalablement l'avis de ses assesseurs et souvent même il rendra son ordonnance sur la prière des parties. La jurisprudence considère, à bon droit, que ce magistrat n'a pas abandonné son initiative et sa liberté d'action en déférant à une demande ou en suivant un conseil qui lui est donné.

Lorsque l'accusé invite le Président à prescrire une mesure en vertu de son pouvoir discrétionnaire, et si ce dernier refuse purement et simplement de l'ordonner, nous pouvons nous trouver en présence de deux alternatives ; ou bien la défense s'inclinera, dans ce cas aucune difficulté n'apparaîtra et les débats suivront leur cours ; ou bien la défense déposera des combinaisons écrites pour obtenir de la Cour ce que le Président a refusé d'accorder. Dans cette dernière hypothèse, sommes-nous en face d'un incident contentieux régulièrement soulevé qui obligera la Cour à rendre un arrêt, ou bien au contraire le Président pourra-t-il passer outre, sans tenir compte des conclusions de la défense ?

La Chambre criminelle s'est, dans une première période, rangée à ce dernier avis en déclarant qu'aucune loi ne donnait aux accusés le droit de requérir du Président l'exercice du pouvoir discrétionnaire « qui est laissé à sa libre disposition (1). »

(1) Cass., 27 juin 1847.

Cette jurisprudence ne s'est pas maintenue car elle était trop contraire aux intérêts sacrés de la défense.

— Que le Président ait la faculté d'user ou de ne pas user de son pouvoir discrétionnaire, c'est légal, mais il n'est pas juste et logique de lui permettre de décider souverainement si telle ou telle mesure d'instruction réclamée par l'accusé rentre dans la sphère du pouvoir discrétionnaire. Nous sommes ici en présence d'un incident contentieux d'une nature toute particulière sur lequel la Cour doit statuer par un arrêt. C'est, du reste, la solution actuellement admise par la jurisprudence de la Chambre criminelle.

Si la Cour doit nécessairement intervenir, que devra-t-elle faire dans cette circonstance? Elle devra déclarer que le Président, en refusant d'ordonner la mesure réclamée par la défense, n'a fait qu'user de son pouvoir discrétionnaire dans l'exercice duquel elle ne peut s'immiscer (1). Il en serait de même si l'accusé ou son conseil venaient à s'opposer, par des conclusions écrites, à une mesure prise par le Président en vertu de l'art. 269 ; la Cour devrait encore rendre un arrêt donnant acte aux parties de leur opposition et maintenant la compétence exclusive du Président.

Nous concluons sur ce point en déclarant que dans tous les cas où un incident contentieux sera soulevé

(1) Jurispr. constante.

relativement à l'exercice du pouvoir discrétionnaire, la Cour devra toujours proclamer dans son arrêt que le Président a usé, dans la circonstance, d'un droit purement personnel dont l'exercice est confié à « son honneur et à sa conscience ».

Après ces explications, il va nous être facile de différentier le pouvoir discrétionnaire des autres pouvoirs conférés au Président.

Ceux-ci se réfèrent, comme nous l'avons déjà vu, soit à la police de l'audience, soit à la direction des débats. Lorsque ces pouvoirs s'exercent sur un point *d'essence litigieuse*, la Cour saisie par les conclusions des parties devra toujours intervenir. L'arrêt rendu par elle statuera en deuxième et dernier ressort sur le fond même de l'incident soulevé.

Au contraire, dans le cas où la Cour est appelée à trancher une question contentieuse relative à l'exercice du pouvoir discrétionnaire, l'incident n'est qu'effleuré en quelque sorte, puisqu'elle se borne à proclamer la compétence exclusive du Président pour le résoudre.

Ces principes étant posés, il est intéressant de remarquer que, dans certains cas, les incidents contentieux relatifs soit au pouvoir discrétionnaire, soit aux pouvoirs de police ou de direction des débats du Président seront vidés par la Cour de la même manière et suivant les mêmes règles.

Pour vérifier l'exactitude de cette curieuse assi-

milation, il suffit d'envisager tous les actes auxquels le Président procède pour assurer le bon ordre à l'audience et les mesures qu'il peut prescrire personnellement, lorsque celles-ci ne renferment aucun *point litigieux*. Prenons comme exemples les réquisitions adressées à la force armée ou l'intervention de l'ordre dans lequel les témoins doivent comparaître. En cas d'incident contentieux soulevé à ce sujet, la Cour devra, comme si elle intervenait relativement à l'exercice du pouvoir discrétionnaire, se borner à déclarer le Président seul compétent pour statuer sur les conclusions déposées par les parties. L'unique différence existant entre ces pouvoirs personnels au Président et le pouvoir discrétionnaire consiste en ce que les premiers sont *communicables* ; si la Cour vient à s'immiscer dans leur exercice il n'y a pas nullité. Nous savons, au contraire, que d'après les principes de notre procédure criminelle, tout empiètement de la Cour sur le pouvoir discrétionnaire du Président constitue un vice de forme entraînant cassation.

Le pouvoir discrétionnaire s'exerçant sans contrôle ni partage, le Président peut modifier ou rétracter à son gré les ordonnances qu'il a prises, celles-ci n'acquérant jamais l'autorité de la chose

jugée (1). De plus, elles ne sont soumises à aucune règle de forme. En effet, la Chambre criminelle a jugé à maintes reprises que les décisions émanant du pouvoir discrétionnaire n'ont pas besoin d'être motivées (2) et qu'elles peuvent être valablement rendues à huis-clos (3).

§ VI. — *Applications pratiques du pouvoir discrétionnaire.*

1^o Audition de témoins.

Les premières lignes de l'art. 269, Code Inst. crim. sont ainsi conçues : « Il (le Président) pourra, dans le cours des débats, appeler même par mandat d'amener et entendre *toutes personnes...* »

Ces mots « toutes personnes » peuvent être pris dans leur sens le plus étendu. Nous pouvons cependant citer, comme n'étant pas visés par l'art. 269, les magistrats siégeant à l'audience de la Cour d'assises, le greffier qui tient la plume, les jurés formant le jury de jugement, le confesseur, l'avoué, l'avocat et le médecin soumis au secret professionnel. Toutes ces personnes ne peuvent déposer avec ou sans prestation de serment sur les faits parvenus à leur connaissance à l'occasion ou dans l'exercice de leur ministère.

(1) Cass., 3 février 1876. B. 36.

(2) Cass., 16 janvier 1836. B. 19.

(3) Cass., 2 septembre 1875. B. 287.

A part ces quelques restrictions le pouvoir du Président est *illimité*. Tous les témoins qui auraient pu venir déposer sous la foi du serment s'ils avaient été régulièrement appelés seront aptes à être entendus discrétionnairement.

Ainsi la personne qui a rempli les fonctions d'expert dans l'information préparatoire peut être appelée en vertu de l'art. 269 (1). Les pouvoirs du Président sont tellement étendus en cette matière qu'il pourra choisir comme experts des personnes autres que celles qui sont inscrites sur les listes dressées chaque année par la Cour d'appel (2).

D'autre part, il n'y a aucune distinction à faire entre les personnes qui n'ont pas figuré à l'audience ayant été entendues dans l'instruction écrite et celles qui n'ont pas été citées aux débats. Il faut dire la même chose des témoins régulièrement produits lorsque les parties ont renoncé d'un commun accord à leur audition (3).

Toutes les personnes aptes à déposer sous la foi du serment peuvent donc appartenir au pouvoir discrétionnaire, mais que dire de celles qui sont privées par la loi de cette faculté ? Il semble que toute déclaration faite par celle-ci doive être entachée d'une nullité radicale. Le législateur a pensé, au contraire,

(4) Cass., 17 août 1882. B. 209.

(2) Décret du 21 novembre 1893, art. 3.

(3) Jurispr. const. dern. arrêt, 6 avril 1883. B. 89.

que de pareils témoins pouvaient souvent fournir à la justice des indications utiles, il leur a permis en conséquence de les apporter à la Cour d'assises sans que leur authenticité soit garantie par la foi du serment. Ainsi l'art. 79, C. I. cr. porte que « les enfants... pourront être entendus par forme de déclaration. . »

L'art. 315 exclut en outre de la liste officielle les témoins non notifiés et ajoute les mots « sans préjudice de la faculté accordée au Président par l'art. 269 ». Enfin l'art. 34 du Code pénal permet aux individus, frappés de la dégradation civique, de donner en justice de « simples renseignements ».

Toutes ces personnes peuvent donc être entendues par le Président à titre discrétionnaire, mais faut-il leur assimiler celles qui sont visées dans l'art. 322, C. I. cr. ?

La première catégorie de témoins que mentionne ce texte comprend ceux qu'un lien étroit de parenté ou d'alliance unit à l'accusé. Le législateur prohibe leur déposition d'une manière formelle :

« *Ne pourront être reçues les dépositions... »* (322). Il est facile de se rendre compte des motifs qui ont inspiré cette disposition rédigée en termes prohibitifs. M. Nouguié les met parfaitement en relief quand il dit : « Appeler un fils à témoigner contre son père, un père contre son fils, un des époux contre l'autre, etc., c'est les placer dans une situa-

tion intolérable qui inquiète la conscience et répugne à la justice parce qu'elle blesse les lois morales et les droits imprescriptibles de l'humanité. Mieux vaut l'anéantissement de l'une des preuves testimoniales que la violence faite à ces règles et à ces droits (1). »

Contrairement au texte si clair de l'art. 322, une jurisprudence constante décide que le Président peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ordonner l'audition à titre de renseignement des témoins exclus par cette disposition du Code d'Inst. crim. (2).

Nous ne pouvons admettre une pareille interprétation des textes contre laquelle Carnot et Faustin Hélie ont depuis longtemps protesté. Il est de règle, en effet, qu'en droit criminel on ne peut raisonner par voie d'analogie et étendre les dispositions spéciales d'un article de loi à d'autres hypothèses non prévues par le législateur.

L'art. 313, C. I. cr. montre bien que le pouvoir discrétionnaire a été principalement créé pour remédier aux inconvénients de l'absence ou de l'irrégularité de la notification préalable des témoins quand, après avoir exposé les principes, il mentionne les exceptions pouvant dériver « de la faculté accordée au Président par l'art. 269 ». Au contraire, dans

(1) *Op. cit.*, n° 2018, 2, 3.

(2) Cass., 3 septembre 1891. B. 181.

» 7 janvier 1897. B. 2.

l'art. 322, nous ne rencontrons aucun indice nous permettant d'affirmer que le Président peut user de son pouvoir discrétionnaire pour ordonner aux proches parents de l'accusé de faire des dépositions que la loi a voulu leur épargner.

Enfin, il est universellement admis que le Président armé des art. 268 et 269 ne peut faire échec aux dispositions prohibitives de la loi. Or, l'art. 322 rentre bien dans cette dernière catégorie puisqu'il commence ainsi : « *Ne pourront* être reçues, etc... »

D'après notre système, le pouvoir discrétionnaire du Président ne peut donc être considéré comme absolument dépourvu de limites.

On a tenté en 1895 de faire voter une disposition législative tendant à restreindre le pouvoir discrétionnaire relativement aux hypothèses prévues par l'art. 322.

L'article unique de la proposition de loi était ainsi conçu : « L'art. 269 du Code d'Inst. crim. est modifié ainsi qu'il suit :

« Il (le Président des assises) pourra, dans le cours des débats, appeler même par mandat d'amener et entendre toutes personnes à l'exception toutefois des ascendants ou des descendants de l'accusé ou de l'un des accusés, lesquels ne pourront, en aucun cas, être appelés, s'ils n'ont été eux-mêmes l'objet du crime poursuivi ou si leur présence à l'audience n'est réclamée par le défenseur du parent accusé. Il pourra

aussi se faire apporter toutes pièces... » (le reste comme l'art. actuel) (1).

M. le Garde des Sceaux Ricard fit observer, avec beaucoup de justice, qu'en matière de simple police et de police correctionnelle, les ascendants ou descendants de la personne prévenue ne peuvent être admis à témoigner à l'audience, tandis qu'en Cour d'assises le Président peut les appeler à déposer à titre de renseignement. Puisque la loi considère comme dangereuse et immorale la comparution des proches parents du prévenu en qualité de témoins dans une affaire où la peine encourue est relativement minime, à plus forte raison doit-elle la réprouver devant une juridiction où l'accusé peut être menacé d'une condamnation capitale.

Plusieurs Procureurs généraux ont d'ailleurs reconnu que la proposition de loi, dont nous venons de donner le texte, « n'offrait aucun inconvénient pour l'administration de la justice criminelle ».

De leur côté les adversaires du projet ont conclu en disant qu'il valait mieux s'en remettre sur ce point à la prudence des magistrats. Il est certain que généralement nos Présidents d'assises ne font usage de leur pouvoir discrétionnaire pour appeler comme témoins les proches parents de l'accusé qu'en cas de

(1) *Journal off.* du 19 nov. 1895. Séances du Sénat du 18 novembre.

nécessité absolue et avec tous les ménagements possibles. Néanmoins, nous pensons que ce projet de loi adopté par la Commission et rejeté par le Sénat était digne d'un meilleur sort, étant donnés les sentiments généreux et les considérations humanitaires bien légitimes qui l'avaient inspiré.

Il est en outre intéressant de constater que dans le Code de Procédure pénale italien et le projet de la Commission belge l'audition des proches parents comme témoins est interdite d'une façon absolue. La jurisprudence belge permet actuellement aux parties de décider souverainement si ceux-ci pourront être entendus ou non.

Enfin, d'après le Code de Procédure pénale du canton de Neuchâtel, les parents de l'accusé sont admis à refuser formellement leur témoignage au moment de la comparution.

Pour résumer la jurisprudence constante de notre Cour de Cassation sur ce point, on peut dire que le Président des assises est investi d'un pouvoir *illimité* dont il peut faire usage toutes les fois que la manifestation de la vérité l'exige.

Dans les explications que nous venons de donner, nous avons supposé que les témoins entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire n'étaient pas acquis aux débats par une citation et une notification régulières. Cette formalité essentielle, étant remplie, il n'appartient pas au Président de les soustraire à

l'obligation de la prestation du serment en les appelant à déposer en vertu de l'art. 269. Il serait ainsi trop facile de priver l'accusé d'une garantie qui lui est reconnue par la loi.

De même, lorsque les parties n'ont fait aucune opposition à l'audition d'un témoin cité mais non notifié ou notifié irrégulièrement, celui-ci demeure cependant acquis aux débats. Leur silence purge en effet les vices dont ils auraient pu se prévaloir et la prestation du serment réapparaît comme une garantie essentielle de la sincérité de la déposition.

Dans certaines circonstances, il peut arriver que le Président a entendu par, erreur, à titre de renseignement un témoin acquis aux débats. La jurisprudence admet que la nullité ainsi encourue peut se couvrir, si le Président fait prêter serment à ce dernier, en lui ordonnant de renouveler sa déposition avant la clôture des débats (1).

Supposons, au contraire, que le Président ait admis au serment un témoin appelé par lui en vertu de son pouvoir discrétionnaire, la Chambre criminelle de la Cour de Cassation a déclaré que dans ce cas il n'y avait pas nullité (2).

Cette solution nous paraît manquer de logique

(1) Cass., 19 avril 1888. B. 150.

(2) Cass., 28 mai 1892. B. 161.

» 25 février 1893. B. 55.

puisqu'elle viole le principe absolu en vertu duquel les témoins appelés conformément à l'art. 269 ne peuvent être entendus sans serment. Il serait beaucoup plus juridique d'obliger le Président à prononcer la nullité du serment prêté, comme dans l'hypothèse précédente. On respecterait ainsi la volonté du législateur qui a formellement distingué les témoins acquis aux débats de ceux qui ne sont cités qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire.

Appréciation du système admis par le Code et par la Jurisprudence, relativement aux Auditions à titre de Renseignement ordonnées par le Président des assises.

Le législateur nous paraît avoir consacré sur ce point le système des preuves légales. En effet, théoriquement les jurés devront accorder toute leur confiance aux témoins régulièrement cités et notifiés admis au serment. Ils se montreront au contraire assez défiants vis-à-vis des personnes appelées à l'improviste par le Président en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

Cette distinction, à notre avis, est purement artificielle. La jurisprudence en a d'ailleurs considérablement diminué la portée puisqu'elle admet que le Président n'est pas tenu à peine de nullité d'avertir les jurés qu'il fait usage de son pouvoir discrétionnaire

et que la déposition du témoin vaudra comme simple renseignement (1).

L'esprit de la loi nous paraît ainsi avoir été méconnu. D'autre part, nous avons vu qu'il n'y a pas nullité d'après la jurisprudence, lorsqu'un témoin, appelé par le Président en vertu de l'art. 269, a été admis au serment. En outre, il est aisé de remarquer que, dans la pratique, les jurés accordent en fait une confiance égale à tous les témoins produits aux débats qui présentent en apparence des garanties d'honorabilité et de sincérité. L'art. 542 C. Inst. cr., leur dit en définitive : «... Avez-vous une intime conviction ? » Ils ne pèsent pas la valeur exacte de chaque déposition en l'appréciant par un coefficient déterminé, leur verdict est en quelque sorte une image composite formée avec des éléments qui s'absorbent et se fondent les uns dans les autres. Le système du Code permet souvent à des témoins d'occasion de venir à la dernière heure jeter dans le débat des faits nouveaux d'une importance décisive. Ce sont précisément ces personnes qui devraient être soumises à l'obligation de prêter serment et à l'épreuve des interrogatoires et contre interrogatoires des parties, tandis qu'actuellement, en cas de mensonge, elles ne sont point passibles des peines du faux témoignage.

(1) Cass., 7 mars 1872. B. 60.

En résumé, nous concluons sur ce point en disant avec M. Speyer (1) que « l'audition, à titre de renseignement, constitue une anomalie sous un régime de preuve morale et risque d'induire les jurés en erreur quant à la valeur relative des renseignements et des témoignages... » Le législateur aurait dû, selon nous, astreindre à la prestation du serment les témoins appelés par le Président en vertu de son pouvoir discrétionnaire. En outre, notre Code devrait permettre à la Cour d'interrompre les débats, et au besoin de renvoyer l'affaire à une autre session dans le cas où de telles dépositions mettraient les parties dans la nécessité de soumettre celles-ci à un contrôle rigoureux.

**2^o Lectures faites par le Président en vertu de l'art. 269,
C. Inst. cr.**

D'après l'art. 269, le Président peut « se faire apporter toutes nouvelles pièces » de nature à « répandre un jour utile sur le fait contesté ».

Nous arrivons ainsi à la partie essentielle du pouvoir discrétionnaire qui déroge au principe du débat oral devant la Cour d'assises.

Le principal écueil que le Président devra éviter en ordonnant l'apport de nouvelles pièces et en les

(1) *Op. cit.* p. 148.

faisant lire, sera la substitution, dans une proportion exagérée, de la procédure écrite à la procédure orale.

Le législateur a voulu favoriser la manifestation de la vérité en permettant exceptionnellement au Président de remédier à l'insuffisance de la preuve testimoniale et d'en combler les lacunes. De quelque partie qu'elles émanent, les lectures de pièces seront faites sous le contrôle et avec l'autorisation expresse ou tacite du Président. La charge qui incombera à ce magistrat sera particulièrement lourde ; il devra envers et contre tous, conserver aux débats leur caractère oral, en ne dérogeant à cette ligne de conduite qu'avec la plus grande prudence.

Le législateur de l'an IV, qui défendait la lecture des dépositions écrites (art. 238) avait entrevu les dangers que celle-ci pouvait engendrer dans la pratique. Il interdisait encore dans l'art. 365 de lire aux jurés « aucune déclaration écrite des témoins non présents à l'auditoire » et aux termes de l'art. 380, cette disposition était édictée à peine de nullité.

La jurisprudence de la Chambre criminelle a, maintes fois, sanctionné la portée générale de l'art. 269, Code Inst. cr., en permettant au Président de lire toutes pièces, y comprises celles annexées au dossier de l'information préparatoire, pourvu qu'elles soient de nature à favoriser la manifestation de la vérité. Elle a posé en principe que la règle du débat oral ne saurait être violée dans la

circonstance, « la lecture de déclarations écrites dans l'instruction ne pouvant servir que de simple renseignement(1) ».

Nous avons vu combien cette conception est artificielle, puisque les jurés n'attribuent jamais à chaque élément de preuve un coefficient représentant une valeur plus ou moins considérable. Si la Cour de cassation a reconnu que le Président était investi d'un pouvoir illimité lorsqu'il fait usage de la faculté qui lui est accordée par l'art. 269 relativement à l'apport et à la lecture des pièces, elle ne lui a jamais concédé le droit de remplacer les dépositions orales des témoins par la lecture de leurs déclarations faites dans l'instruction préparatoire. Il y aura donc nullité si « le procès verbal constate qu'aucun témoin n'a été produit par l'accusation et que le Président s'est borné à donner lecture en vertu de son pouvoir discrétionnaire de toutes les pièces de la procédure (2) ».

Le principe du débat oral est donc formellement consacré par la jurisprudence, *la procédure écrite ne pouvant se substituer à la procédure orale que partiellement et à titre purement complémentaire*. En outre, le pouvoir discrétionnaire du Président ne pourra pas davantage faire échec à la règle que

(1) Cass., 21 décembre 1843. B. 325.

(2) Cass., 6 avril 1894. B. 86.

les témoins présents et acquis aux débats doivent être entendus, sans que leur audition puisse être précédée par la lecture de leurs déclarations écrites (1). Cette règle est tellement formelle que la nullité encourue dans l'espèce ne pourrait être couverte par l'annulation de la lecture indument faite, alors même que le Président aurait prévenu le jury qu'elle devait être considérée comme nulle et non avenue (2).

Le Président peut donner lecture, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, des interrogatoires, des dépositions écrites des témoins et généralement de toutes les pièces jointes au dossier de l'instruction préparatoire ou destinées à y figurer.

A. Interrogatoires.

La jurisprudence donne la plus grande latitude sur ce point au Président qui peut donner lecture des interrogatoires subis par des accusés présents, par un complice décédé (3), par un co-prévenu qui aurait été l'objet d'un non-lieu ou d'un acquittement et même par « des individus autres que les accusés présents dans des procédures dont le Président aurait ordonné l'apport (4). »

(1) Cass., 29 mars et juillet 1892. B. 84 et 199.

» 10 mai 1894. B. 125.

(2) Cass., 10 mars 1896. B. 107.

(3) Cass., 13 mai 1886. B. 173.

(4) Nouguiet, *op. cit.*

B. Dépositions écrites.

Quant aux dépositions écrites, il est admis que le Président peut en donner lecture à l'audience, que les témoins soient présents ou absents, qu'ils soient reprochables ou non, etc. Cette faculté lui serait aussi accordée dans le cas où une personne qui aurait fait à l'instruction des déclarations écrites ne pourrait être citée comme témoin à raison de sa qualité.

C'est à peine si nous pouvons signaler quelques exceptions au pouvoir illimité concédé dans l'espèce au Président.

Il nous suffira de rappeler le cas où le témoin est présent et acquis aux débats, nous savons que celui-ci doit être entendu en premier lieu sans que le Président puisse faire précéder son audition, de la lecture de ses dépositions écrites. C'est une garantie essentielle de la spontanéité et de l'indépendance des témoignages ; sans cette restriction la procédure orale ne serait que le fidèle reflet de l'instruction écrite.

Malgré la rigueur de cette règle, on admet en pratique que le Président, après avoir donné lecture de la déclaration d'un témoin absent, peut faire entendre valablement ce dernier lorsqu'il se présente à l'audience. En outre, si le témoin n'a été cité et no-

tifié qu'après la lecture de sa déposition, il pourra même dans ce cas être appelé à déposer sous serment (1).

Comme seconde exception au pouvoir illimité du Président, il nous reste à signaler le cas où les déclarations écrites font partie d'une procédure précédemment annulée par la Cour de cassation. Celles-ci ne peuvent être lues à l'audience à peine de nullité.

A part ces rares restrictions, le droit reconnu au Président par l'art. 369, s'exerce avec une liberté absolue et sans contrôle.

A quel moment le Président peut-il donner lecture des dépositions écrites ?

Il usera de cette faculté au moment qu'il jugera convenable ; il pourra en outre refuser de déférer aux réquisitions qui lui seraient faites sur ce point par les parties (2).

Cette solution ne nous étonne pas, le pouvoir discrétionnaire rentrant dans la compétence exclusive du Président qui peut seul le mettre en œuvre pour ordonner les lectures de pièce visées dans l'art. 269. Nous verrons, en étudiant les législations étrangères, s'il n'y aurait pas une réforme à tenter sur ce point.

(1) Cass., 24 janvier 1878. B. 23.

(2) Cass., 5 février 1885. B. 50, 31 octobre 1896. B. 313.

C. Lecture des documents de l'Instruction.

Le Président peut lire à l'audience, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, toutes les pièces du dossier et même celles qui font partie d'une information supplémentaire ordonnée conformément à l'art. 303, C. I. cr.

Le Président jouit encore en l'espèce de droits illimités. La seule garantie que la jurisprudence semble exiger est que les parties doivent avoir la possibilité de contrôler les pièces qui viennent d'être apportées aux débats(1). Cette condition est d'une importance capitale, car dans certains cas la nature des documents nouvellement produits peut légitimer un renvoi à une autre session réclamé par la défense.

Il n'est pas indispensable pour que le Président procède à la lecture de ces pièces qu'elles aient été l'objet d'une notification préalable et régulière ; du moment que la défense a pu les contrôler sérieusement, les droits de l'accusé sont respectés et le vœu de la loi est satisfait.

Après avoir donné lecture d'un document versé aux débats pour la première fois par l'une des parties en cause, quelle attitude prendra le Président dans le cas où sa jonction à la procédure serait de-

(1) Cass., 7 janvier 1892. B. 1.

mandée ? Nous pensons que le Président ou la Cour saisie par des conclusions écrites devraient ordonner la jonction, car il appartient aux jurés seuls d'apprécier la valeur exacte de cette pièce qui ne peut être enlevée aux débats dont elle fait désormais partie intégrante.

Contrairement à cette opinion que nous soutenons, la Chambre criminelle a déclaré *souveraine* l'apparition de la Cour qui refuse de prescrire la jonction d'un document réclamée par les parties (1).

Nous avons supposé jusqu'ici que les pièces lues à l'audience par le Président ne sont entachées d'aucun vice susceptible d'en anéantir la valeur et de tromper ainsi le jury chargé d'apprécier les faits. Qu'arriverait-il si le Président jetait dans le débat un document frappé d'une nullité radicale, en donnant lecture par exemple, d'une déposition reçue dans l'instruction supplémentaire par un magistrat incompétent ?

Nous sommes ici en présence d'un acte d'instruction proprement dit, pouvant exercer une grande influence sur l'issue d'un procès. Dans notre hypothèse, la déposition atteinte d'un vice capital a été versée à la procédure, donnée en copie à l'accusé et lue à l'audience. Nous n'hésitons pas à dire que la nullité encourue ne peut être couverte par ce fait

(1) Cass., 12 décembre 1845. B. 362. 11 janvier 1851. B. 21.

que le Président se serait borné à joindre la pièce au dossier « à titre de renseignement ». Certains arrêts ont admis la validité de ce procédé en déclarant que dans la circonstance une ordonnance du Président suffisait pour « dépouiller les pièces illégales d'une autorité qui ne pouvait leur appartenir (1) ».

Selon nous, le pouvoir discrétionnaire ne peut légitimer une pareille solution, car le document vicié a exercé sur les jurés une certaine influence et pèsera peut-être sur leur délibération finale. En outre, le Président ne doit pas, en toute justice, donner à une pièce radicalement nulle la valeur d'un « renseignement », c'est le moment de rappeler les termes de l'ancien adage « Quod nullum est, nullum producit effectum ». Chargé de guider les jurés dans leur mission, le Président ne peut contribuer à les induire en erreur en violant la loi ainsi que les droits de la défense.

Le pouvoir discrétionnaire ne s'exerce pas seulement relativement aux pièces contenues dans le dossier, la jurisprudence permet encore au Président de donner lecture de documents étrangers à l'affaire et empruntés à d'autres procédures (2). Aucune limite ne lui est imposée, tout est laissé à « son honneur et à sa conscience », nous pouvons donc ter-

(1) Cass., 31 juillet 1847. B. 301. 11 janvier 1866. B. 16, en ce sens. Nouguier *op. cit.*, t. III, n° 2442.

(2) Cass., 6 janvier 1893. B. 5.

miner cette partie de notre étude en déclarant avec la Cour de Cassation que l'art. 269 doit être interprété aussi largement que possible, le Président ayant la faculté d'entendre toutes personnes et de donner lecture de toutes pièces afin de favoriser la manifestation de la vérité.

§ VII. — *Etude sommaire des législations étrangères sur le pouvoir discrétionnaire.*

Les attributions extraordinaires conférées au Président par les art. 268 et 269 sont à nos yeux légitimées par une nécessité que le législateur de 1808 a bien comprise. Notre Code d'Inst. criminelle n'accorde « le pouvoir discrétionnaire » qu'au Président des assises *seul*. Le Président du tribunal correctionnel ou le juge de simple police n'ont pas de pareilles attributions. Les raisons de cette particularité sont très logiques et peuvent être exposées brièvement.

Tout d'abord les affaires soumises au jury sont infiniment plus importantes et comportent des sanctions plus sévères que les affaires rentrant dans la compétence de ces tribunaux répressifs inférieurs.

En outre, devant ces dernières juridictions la continuité des débats n'est pas exigée et la règle du

débat oral ne s'impose pas dans toute sa rigueur.

Ces tribunaux étant permanents, le Président ne sera pas obligé, le cas échéant, de renvoyer l'affaire à une autre session ; il en prononcera la remise à huitaine, à quinzaine, etc. De cette façon, on aura tout le temps nécessaire pour procéder pendant ce délai, aux actes d'instruction dont la nécessité s'est révélée au cours de l'audience.

De leur côté les législateurs étrangers ont accordé au Président des assises les pouvoirs les plus larges afin d'éclaircir les points obscurs du débat.

En Angleterre, le Juge-Président des assises a une grande liberté d'action. Nous verrons à la fin de cette étude, combien sont étendues les attributions de ce magistrat unique qui est l'arbitre souverain de l'affaire et le guide des jurés dont l'entière confiance lui est acquise. Néanmoins, la loi anglaise n'a pas osé permettre au juge d'appeler comme témoins, des personnes qui n'ont pas été citées par l'accusation ou par la défense. En ce sens, aucun pouvoir discrétionnaire ne lui est donc conféré. Une telle prohibition n'a pas été inspirée par un sentiment de défiance vis-à-vis du magistrat, elle est la conséquence directe du système accusatoire qui est le fondement de la procédure pénale de la Grande-Bretagne.

Les autres législateurs européens craignant l'arbitraire et les abus du pouvoir n'ont pas osé accorder à leurs Présidents une autorité sans contrôle et sans

bornes. Leurs attributions extraordinaires ont été circonscrites dans des limites fixées par la loi.

Si nous nous reportons au Code de procédure pénale italien, il est facile de se rendre compte que notre article 268 est moins explicite que l'art. 478 de ce Code ainsi conçu : « Le Président est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel, *durant les débats et pour tout ce que la loi ne prescrit pas ou ne défend pas à peine de nullité...* » Au contraire, dans notre législation, les limites et la portée du pouvoir discrétionnaire ont été fixées par la *jurisprudence* qui est loin d'être d'une homogénéité parfaite en cette matière.

La crainte des nombreux inconvénients soulevés en pratique par le pouvoir discrétionnaire a fait prohiber son introduction dans le Code de procédure pénale allemand. En effet, lors des travaux préparatoires, la commission du Reichstag rejeta une proposition émise en faveur de l'adoption du texte de nos articles 268 et 269. C. I. cr.

D'après le Code de procédure pénale allemand, le Président n'est investi d'aucun pouvoir discrétionnaire pendant les débats. Néanmoins *avant leur ouverture* il pourra : « ordonner d'office la citation de témoins et d'experts ainsi que la production d'autres moyens de preuves » (art. 220). Le procès une fois commencé, le tribunal se substituera au Président et toute mesure extraordinaire ne pourra être prise

qu'en vertu d'un arrêt. « Le tribunal en vertu de l'art. 243 sera tenu de rendre un décret, lorsqu'il s'agira de rejeter une demande tendant à la production de certaines preuves ou lorsque l'autorisation de produire certaines preuves nécessitera la remise des débats... Le tribunal pourra, sur la demande qui lui en sera faite ou d'office, ordonner la citation de témoins ou d'experts ainsi que la production d'autres moyens de preuve. »

Le Code allemand a annihilé ainsi en grande partie le rôle du Président à l'audience. C'est aller trop loin, selon nous, que d'interdire à ce magistrat la faculté de citer un témoin ou de lire une pièce quelconque pendant les débats.

Sur d'autres points, à notre avis, le législateur allemand a été plus heureux. Afin de respecter le principe de l'oralité des débats, il a déterminé rigoureusement les circonstances dans lesquelles il serait permis de donner lecture des dépositions écrites (art. 249 et 250). Des dispositions analogues ont été également insérées dans le Code de procédure pénale autrichien (art. 252 1^o) (1).

Le Code de procédure pénale du canton de Vaud énumère aussi les circonstances dans lesquelles on

(1) D'après le Code de procédure pénale du canton de Neuchâtel, le Président peut assigner les témoins dont l'audition lui paraît utile, mais il n'a cette faculté que *jusqu'à l'ouverture des débats...* (art. 392).

pourra donner lecture des dispositions écrites des témoins (art. 366, 367, 368).

Nous pourrions, à l'exemple de ces législations, autoriser ces lectures lorsque le témoin serait décédé, ou bien lorsqu'il serait atteint d'aliénation mentale, en état d'absence ou de maladie dûment constatée (1).

Ce système serait bien préférable à celui consacré par la jurisprudence belge qui, dans le but de ne pas porter atteinte à la règle du débat oral, prohibe la lecture des dépositions écrites des témoins décédés et permet au juge d'instruction de les reproduire à l'audience de la Cour d'assises.

Nous voudrions, en outre, voir disparaître de notre législation les auditions « à titre de renseignement » qui créent une différence capitale entre les témoins acquis aux débats et ceux qui ne sont appelés qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire. Tous devraient jurer de dire toute la vérité et rien que la vérité; nous laisserions toutefois aux parties la faculté de former une opposition motivée à leur assermentation.

Quant à la suppression du pouvoir discrétionnaire pendant les débats nous ne pouvons l'admettre.

En effet, si le Président peut prendre avant l'au-

(1) Le Code de procéd. pén. du canton de Vaud admet que dans ce cas les dépositions pourront être critiquées comme si le témoin était présent (art. 366).

dience toutes les mesures utiles à la manifestation de la vérité, il nous semble logique de lui conserver cette faculté pendant le cours du procès, à un moment où les incidents et les difficultés de toute nature surgiront à l'improviste ; c'est pourquoi nous ne pouvons admettre la conception du législateur allemand relative au pouvoir discrétionnaire. Le Président doit avoir la haute direction des débats, c'est sur lui, à notre avis, que doivent peser toutes les responsabilités ; il nous paraît donc inadmissible qu'on remplace son intervention par celle de la Cour, dès le début de l'affaire.

Un pareil système nous semble engendrer un défaut d'unité et une véritable confusion de pouvoirs.

APPENDICE

Rôle du Président pendant le réquisitoire et les plaidoiries.

Le principe qui domine cette dernière partie du débat est : que le Président doit respecter l'indépendance et la liberté de la défense. Les droits que lui accordent les art. 270 et 311 du Code d'Inst. crim. ne peuvent être mis en œuvre qu'autant que cette règle sera rigoureusement observée. Ces derniers textes prescrivent au Président de rejeter tous les développements inutiles au débat et d'empêcher les défenseurs de parler contre leur conscience ou « contre le respect dû aux lois ».

Nous avons donné notre avis au sujet de l'interpellation de l'art. 311 qui pourrait disparaître de notre Code sans inconvénient. Quant au droit d'interruption, le Président peut-il l'exercer aussi bien pendant le réquisitoire que pendant les plaidoiries? — Le texte de l'art. 270 nous permet de répondre affirmativement à cette question, mais la Cour suprême a, pour ainsi dire, soustrait les développe-

ments de l'accusation au contrôle du Président. Alors que ce magistrat peut interrompre le défenseur pendant les plaidoiries pour le rappeler à l'observation de ses devoirs, l'avocat général jouit d'une indépendance absolue pour présenter son réquisitoire. Ce dernier a la faculté d'user de tous les raisonnements et de produire tous les documents qu'il juge convenables (1). La Chambre criminelle permet même au Ministère public de faire état des déclarations de témoins reçues dans une autre affaire (2) et même d'invoquer ses souvenirs personnels puisés dans un autre procès (3).

Nous remarquons au contraire que le Président peut interdire au défenseur de lire certaines pièces considérées comme étrangères aux débats (4), de citer des décisions du jury rendues dans des affaires semblables (5) et de s'étendre sur des discussions juridiques dont les jurés n'ont pas à se préoccuper (6).

En somme, nous pouvons nous rendre compte que la jurisprudence permet au Président de réprimer les écarts de la défense en limitant stricte-

(1) Cass., 18 janvier 1855. B. 14.

(2) Cass., 7 février, 1833. B. 43.

(3) Cass., 1^{er} août 1839. D. 40, 1, 365.

(4) Cass., 12 décembre 1845. B. 362.

(5) Cass., 28 août 1829. B. 202.

(6) Cass., 1^{er} décembre 1854. D. 54, 2, 120.

ment ses droits tandis qu'elle laisse à l'avocat général une entière liberté d'action.

Il nous paraîtrait équitable que les deux adversaires, représentant des intérêts également respectables, soient traités de la même manière et que les explications fournies par l'un et par l'autre soient soumises au contrôle efficace du Président.

En Angleterre le conseil et l'accusateur sont placés sur un pied d'égalité parfaite et le juge leur adresse des admonestations lorsque la nécessité s'en fait sentir.

Nous ne dissimulons pas nos préférences pour ce système qui permet au Président de remplir son rôle avec impartialité en faisant respecter les droits de la défense et les intérêts de la société.

Le réquisitoire et les plaidoiries étant achevés nous arrivons au terme de notre étude. Conformément à l'art. 333 C. Inst. crim. le Président « déclarera que les débats sont terminés » en rendant une ordonnance qui n'est d'ailleurs soumise à aucune formalité sacramentelle.

LÉGISLATION COMPARÉE

Le rôle du juge anglais aux débats de la Cour d'assises.

EXPOSÉ GÉNÉRAL

Il est indispensable de donner tout d'abord un aperçu de la procédure criminelle anglaise et d'indiquer les principes généraux qui la dominent.

Les Cours d'assises sont tenues périodiquement dans les comtés et les villes importantes autres que Londres en vertu d'ordonnances temporaires du souverain. Elles sont présidées par des juges de la Haute-Cour qui sont les mandataires spéciaux de ce dernier. Quatre fois par an le territoire de l'Angleterre est parcouru par ces magistrats qui sont dans leurs « circuits » l'objet des plus grands honneurs.

L'origine de cette justice ambulante remonte aux temps les plus reculés et bien que celle-ci soit la source de bien des inconvénients, la nation la conserve avec respect comme une institution dont la

garantie paraît efficace contre les abus de pouvoir des autorités locales.

A Londres siège la « Cour centrale criminelle » dont les attributions sont à peu près semblables à celles des autres Cours d'assises. Elle juge les cas de haute trahison et les crimes commis dans la capitale ou dans les environs. A la différence des autres Cours d'assises cette juridiction doit être, d'après la loi, présidée par le Lord-Maire assisté des plus grands personnages de la cité.

En pratique, c'est un juge de la Haute-Cour qui dirige les débats et les échevins placés auprès de lui siègent « *honoris causa* ».

Les affaires soumises aux Cours d'assises anglaises ont, tout d'abord, fait l'objet d'une information préliminaire dirigée par les « *sheriffs* », les « *constables* », les « *coroners* » etc., ensuite l'accusé a dû comparaître devant le Grand Jury (Jury d'accusation).

Devant ce Jury les débats ne sont pas publics, l'inculpé n'y assiste même pas et les témoins à *charge* peuvent seuls être entendus.

Lorsque 12 voix, au minimum, se prononcent dans le sens de la culpabilité, le Jury rend une ordonnance de renvoi (a *true-bill of indictment*).

Si ce chiffre de voix n'est pas atteint, l'inculpé bénéficie alors d'une ordonnance de non lieu (not *true-bill*).

L'accusé qui a été renvoyé devant les assises par le Grand Jury peut opter entre deux alternatives. Lorsqu'il a déclaré plaider « coupable », il renonce par là-même à l'assistance du Jury de jugement ; c'est le juge qui, dans ce cas, statuera seul sur le fait et le droit. Au contraire, lorsque l'accusé veut plaider « non coupable », ce sont les jurés qui rendront le verdict de culpabilité ou d'acquiescement.

Le membre de la Haute Cour qui préside les débats, siège seul, sans assesseurs ni ministère public à ses côtés. Le Greffier (*clerk of the court*) ne constitue pas, comme en France, une partie essentielle de la Cour, il est seulement chargé de quelques détails de procédure. Le juge est lui-même son propre greffier en rédigeant de longues notes d'audience qui relatent tous les faits intéressants du procès. Cette pratique remonte sans doute à l'époque où le Président était la seule personne de l'assistance sachant lire et écrire. L'accusation est soutenue non pas comme en France par un magistrat du ministère public, mais par un simple avocat qui doit apporter à l'audience la preuve des faits reprochés à l'accusé. De son côté, le défenseur discute successivement tous les arguments qui lui sont opposés et fait subir aux témoins cités par son adversaire un « contre-interrogatoire » des plus minutieux. Viennent ensuite les plaidoiries qui n'ont rien de théâtral ni de pas-

sionné, les avocats parlent comme ils le feraient en matière commerciale, s'ils discutaient une question de lettre de change. Le juge fait enfin un résumé très complet des débats, en examinant le pour et le contre et en appréciant le degré de valeur des preuves produites. Généralement, il ne pose pas aux jurés des questions multiples, ceux-ci n'ayant qu'à répondre « coupable ou non coupable » (*guilty or not guilty*).

D'après cet aperçu sommaire de la procédure criminelle anglaise, on remarque que le rôle du juge et celui de l'accusé sont excessivement restreints. Le premier intervient seulement d'une manière active à la fin du procès, au moment du Résumé ; l'accusé, depuis le *Criminal evidence Act. 1898* (12 août), peut consentir à être examiné par les avocats comme « témoin dans sa propre cause » et cela après prestation de serment. Néanmoins, l'adage « *nemo tenetur accusare seipsum* » est toujours en vigueur, et nul n'est tenu de venir au secours de l'accusation qui doit se soutenir avec ses propres moyens. Le juge semblable à un maître d'armes appelé à diriger un duel note les différents coups d'épée et pare ceux qui ont été portés irrégulièrement ou avec déloyauté, en maintenant toujours les adversaires à la même distance et sur un pied d'égalité parfaite.

M. Cruppi (1) s'exprime ainsi en parlant du Prési-

(1) *Op. cit.* p. 49.

dent anglais : « Témoin, c'est bien le nom qui convient à ce magistrat : témoin, arbitre et juge, jamais accusateur. S'il intervient, c'est pour expliquer au prisonnier l'étendue de ses droits et parfois pour rappeler quelqu'un d'un mot très rude au respect absolu qui est dû à l'accusé. Pendant toute l'audience, ce calme magistrat (qui est une très importante personnalité de nom connu dans toute l'Angleterre) remplit son devoir avec un souci d'équité, un effort d'attention, de sérénité si visible que, dans ce lieu ennuyeux et terne, devant ce juge à per-ruque ridicule, on se sent pris d'un véritable respect, de ce respect qu'inspire aux pauvres hommes tout effort bien sincère vers l'idéal inaccessible de justice et de vérité... »

La sérénité de ce Président a été l'objet de louanges peut-être excessives de la part d'une foule d'écrivains qui ne trouvent pas d'épithètes assez flatteuses pour caractériser le rôle de ce magistrat. On a coutume de représenter ce juge comme étant doué de toutes les qualités et de toutes les vertus. M. Cottu, conseiller à la Cour royale de Paris, écrit (1) : «... Les tribunaux anglais présentent un aspect d'impartialité et de douceur que les nôtres, il faut l'avouer, sont bien loin d'offrir aux yeux de

(1) Cottu « De l'administration de la Justice criminelle en Angleterre » livre déjà cité, page 109.

l'étranger. Tout en Angleterre respire l'indulgence et la bonté ; le juge paraît un père au milieu de sa famille occupé à juger un de ses enfants... »

Le même auteur nous fait ensuite un tableau pittoresque d'une audience de Cour d'assises anglaise qui nous transporte bien loin du « lieu ennuyeux et terne » dont parle M. Cruppi : « ... D'après un ancien usage, dit M. Cottu, son bureau (celui du Président) est couvert de fleurs ainsi que celui du greffier. Le sheriff et les autres officiers de la Cour portent aussi chacun un bouquet. Le juge même, par une condescendance assez extraordinaire, laisse envahir son tribunal par une foule de spectateurs et se trouve entouré des plus jolies femmes de la province, sœurs, femmes ou filles des grands jurés qui, venues aux fêtes dont les assises sont l'occasion, se font un devoir ou un plaisir d'assister aux audiences. Elles y paraissent dans le négligé le plus élégant et ce n'est pas un spectacle peu curieux que celui de voir cette tête vénérable de juge chargée d'une grande perruque s'élevant au milieu de ces jeunes têtes de femmes parées de toutes les grâces de la nature et de ce que l'art peut y ajouter de plus séduisant. »

Nous pensons que la majesté du Président anglais ne serait pas abaissée si le cadre fleuri dans lequel il figure assez timidement était un peu moins riant. L'audience gagnerait en grandeur et en solennité

ce qu'elle perdrait en fait de charmes et d'apparat.

Pour qualifier le rôle du juge anglais aux assises, on dit généralement, avec Blakstone, que ce magistrat est « le conseil de l'accusé ». En prenant pour base ces quelques mots, on croit que ce dernier doit réserver toutes ses faveurs pour la défense et traiter l'accusation avec dureté en lui rendant la tâche difficile. M. Cruppi (1) constate, qu'« en bien des pays, un juge fâché tourne son humeur contre l'accusé ; à « Old Bailey » c'est le contraire. Si le juge est nerveux tant pis pour l'accusation, c'est elle qui sera maltraitée. » Selon nous, il faut expliquer ainsi l'adage de Blakstone : toutes les fois que les adversaires ne seront pas sur un pied d'égalité parfaite en supposant, par exemple, le cas où l'accusé n'est pas défendu et celui où il l'est d'une manière insuffisante, le Président interviendra pour rétablir l'équilibre rompu au détriment de l'accusé. D'un autre côté, si à la suite des débats, des doutes sérieux surgissent, le magistrat les signalera aux jurés et leur prescrira même au besoin d'en faire bénéficier ce dernier. Ainsi expliqué, le mot du célèbre jurisconsulte anglais rend au juge son véritable rôle d'arbitre. L'impartialité de ce Président étant devenue proverbiale, nous essaierons d'en indiquer brièvement les raisons.

(1) *Op. cit.* p. 50.

En Angleterre, comme le fait remarquer M. Speyer (1), « le grand principe de l'unité de profession légale » domine toute l'organisation judiciaire. Tous les hommes de loi de ce pays ont exercé la profession d'avocat pendant un temps plus ou moins long.

Pour les plus distingués d'entre eux, la magistrature est le couronnement de leur carrière. Les juges du Banc de la Reine sont eux-mêmes d'anciens « barristers ». Stephen (2) rapporte que ces hauts personnages ont plaidé comme avocats pendant vingt-huit ans en moyenne, avant d'entrer dans la magistrature. De pareils juges sont aptes à envisager le pour et le contre avec une grande impartialité. Ayant parlé tour à tour, en qualité d'accusateur et de défenseur, ils peuvent, lorsqu'ils sont au siège, tenir la balance égale entre les deux parties sans aucun effort. En outre, le Président anglais ne prenant pas une part active au débat, jouit d'une autorité morale considérable pour le diriger. La preuve doit se faire suivant des règles consacrées par une tradition de plusieurs siècles, il n'a qu'à en surveiller la rigoureuse observation. Enfin, ce qui est essentiel, la haute situation occupée par les Grands-Juges dans l'échelle sociale, les insignes dont ils

(1) *Op. cit.* p. 78.

(2) *History of the criminal law*, I, p. 452.

sont revêtus, les honneurs que les populations leur rendent, la qualité de représentants du souverain dont ils sont investis, leur assurent un prestige sans égal. « Le juge anglais, dit M. de Franqueville (1), qui donc oserait lui donner un avis, lui adresser une recommandation ou lui faire une menace. Il est nommé à vie, indépendant et rigoureusement appuyé par l'opinion, pas de ministre pour l'influencer, pas de député pour l'intimider, pas de Procureur général pour l'empêcher de rendre justice au plus humble contre le plus puissant. Il sait enfin que ses arrêts seront respectés, que le droit de grâce, exercé avec une sérieuse attention, n'interviendra pas sans son assentiment. Pourquoi donc fléchirait-il ? Il a un traitement égal à celui du premier ministre, il n'a pas d'avancement à obtenir, une faiblesse ou une complaisance le déshonorerait sans profit... » Nous connaissons maintenant le secret de l'impartialité et de l'indépendance du Président anglais. Ces qualités maîtresses sont la conséquence nécessaire de l'esprit de la législation et de l'organisation judiciaire de la Grande-Bretagne dont les institutions peuvent être pour nous fertiles en précieuses indications.

(1) « Système judiciaire de la Grande Bretagne ».

Intervention du juge aux débats de la Cour d'assises.

L'accusé étant introduit à l'audience de la Cour d'assises, se place dans une sorte de loge isolée du reste de la salle, puis on lui pose la question traditionnelle : « Plaidez-vous coupable ou non coupable ? » Il arrive très rarement qu'il réponde « coupable » (guilty); dans cette circonstance, le juge a le devoir de lui faire remarquer la gravité de cet aveu et de l'inviter à le rétracter. Si l'accusé persiste dans sa déclaration, le magistrat le condamne sans l'assistance du jury. Presque toujours, le prisonnier préférera s'en remettre à la justice de ses pairs, qui lui offrira toutes les garanties auxquelles il a droit. Il se bornera donc à répondre qu'il plaide « non coupable ».

Les jurés ayant présenté leurs excuses sur lesquelles il est statué séance tenante, l'avocat de la Couronne se lève et prend la parole. L'exposé du procureur général prescrit par notre Code d'Instruction criminelle et inusité en pratique est une réminiscence de cette coutume anglaise. Stephen nous présente, comme un principe dominant toute la procédure britannique que celui qui porte une accusation quelconque contre un individu a la charge de la preuve (1). C'est la répétition de l'adage ro-

(1) Stephen, « a general view of the criminal law », « The

main « auctori incumbit onus probandi », qui est la base du système accusatoire en vigueur chez nos voisins. Si l'avocat de la Couronne, sort de l'examen des faits de la cause, ou bien encore s'il essaie d'influencer le jury en les dramatisant ou en créant des incidents, le juge le rappelle sévèrement à l'observation de ses devoirs. En réalité, l'accusateur comme le défenseur, n'auront jamais recours à de pareils artifices qui se retourneraient contre eux et compromettraient leur cause.

Stephen fait encore à ce sujet une remarque bien curieuse à notre point de vue, quand il nous fait connaître que les avocats des parties *n'essaient même pas d'être éloquents* (1).

Après avoir terminé son exposé, l'avocat de la Couronne présente les témoins cités à sa requête. Le juge, à partir de ce moment, joue un rôle prépondérant. Il n'a plus seulement pour mission de surveiller les développements de la cause, c'est lui qui doit décider de l'admissibilité ou de l'inadmissibilité des preuves qui vont être fournies. Celles-ci ne seront soumises à l'appréciation souveraine des

burden of proving that any person has been guilty of a crime or wrongful act, is on the person who asserts it ».

(1) « It is worthy of observation that eloquence either in prosecuting or defending prisoners is almost unknown and unattempted at the bar... » Stephen, *op. cit.*

jurés qu'après avoir subi un contrôle rigoureux de la part du Président.

Pouvoir discrétionnaire du juge. — Avant d'aborder « l'examen des témoins », nous voyons le juge intervenir au moment de leur prestation de serment. Cette formalité est essentielle et aucune foi n'est due en principe aux déclarations d'une personne qui n'y a pas été soumise.

Les témoins produits peuvent être des enfants âgés de 10 ou 12 ans ; dans ce cas, le Président décidera, en vertu de son « pouvoir discrétionnaire », après leur avoir posé une série de questions s'ils font preuve d'un véritable discernement et s'ils peuvent prêter le serment prescrit par la loi. Cette expression de « pouvoir discrétionnaire » (*discretionary power*) est employée par beaucoup d'auteurs, mais il faut bien se garder de lui attribuer le sens qu'elle possède dans notre Code d'Instruction criminelle, qui diffère beaucoup, sur ce point, de la législation de la Grande-Bretagne.

Notre Président peut citer comme témoins « toutes personnes » en vertu de l'art. 269, C. I. cr.

En Angleterre, le juge n'a pas cette faculté qui appartient exclusivement à la défense et à l'accusation. On a craint que ce magistrat ne soit trop porté à sortir de son rôle d'arbitre impartial en lui permettant d'user d'un tel pouvoir. En outre, contrairement à ce qui existe chez nous, le juge anglais

n'est pas chargé d'arriver par tous les moyens à la manifestation de la vérité. Cette mission est confiée à l'avocat de la Couronne et à la défense, et le magistrat ne doit intervenir que pour sauvegarder, le cas échéant, les droits de l'accusé présumé innocent jusqu'au moment du verdict de condamnation.

D'après Mittermaier (1), le Président anglais pourra, exceptionnellement, citer lui-même des témoins lorsqu'un doute assez grave venant à surgir, l'intérêt de la défense exigera qu'il soit dissipé (2).

De même, on peut aussi envisager l'hypothèse où le conseil peu vigilant, aurait négligé d'appeler un témoin essentiel, le juge aura la faculté de le faire citer ou de prendre les mesures utiles pour qu'il soit entendu (3).

En outre, on admet que le Président pourrait exiger la comparution d'un témoin indiqué par l'accusé comme étant de nature à fournir en sa faveur des renseignements importants.

En général, les juges anglais usent très rarement de la faculté de citer eux-mêmes des témoins, les quelques cas que nous venons de rappeler sont des exceptions à la règle d'après laquelle les parties en cause sont seules admises à produire les preuves

(1) « Traité de la Procédure criminelle en Angleterre ».

(2) Voir procès du 19 septembre 1850. Central criminal court sessions papers. 1850, octobre p. 663.

(3) Voir assises d'Oxford du 17 mai 1851. *Times* du 18 mai.

qu'elles croient utiles. Stephen, l'éminent rédacteur du Code de procédure pénale de 1878 dont il voulut en vain doter l'Angleterre, faisait œuvre de novateur en conférant au Juge-Président le pouvoir d'ordonner la comparution de témoins qui n'ont pas été cités ni par la défense, ni par l'accusation (art. 372).

Nous pouvons supposer, maintenant, qu'un témoin soit décédé ou que pour une cause légitime il ne puisse comparaître à l'audience. Le juge pourrait-il donner lecture à l'audience de la déposition qu'il aurait faite dans l'information préparatoire? Assurément, mais à la condition que l'accusé ait eu à ce moment la faculté d'interroger lui-même le témoin en question. En un mot, tout ce qui est versé aux débats doit subir ou avoir subi l'épreuve de la contradiction.

Enfin, il ne peut jamais arriver que dans une Cour d'assises anglaise, le Président fasse entendre des témoins « à titre de renseignement ». Cela est formellement interdit, car nous savons que la prestation du serment est une formalité absolument nécessaire qui est imposée toujours et à toutes personnes.

D'après ces explications, nous voyons que, relativement aux lectures de pièces et à l'audition des témoins, le pouvoir discrétionnaire de notre Président est beaucoup plus étendu que celui du juge anglais. La raison de cette particularité est que les

buts poursuivis par les deux magistrats que nous comparons, ne sont pas identiques. En effet, le juge anglais ne viendra jamais en aide à l'accusateur qui fera sa preuve avec ses propres ressources ; au contraire, il prêterait volontiers son appui à la défense en lui fournissant tous les moyens de faire éclater l'innocence du « prisonnier ».

Cette remarque contient la véritable explication de l'adage « le juge est le conseil de l'accusé ». En France, au contraire, le Président doit favoriser la manifestation de la vérité, sans se demander si cette attitude aura pour effet de profiter à l'une ou à l'autre des parties. Notre législateur a considéré que dans la circonstance les intérêts de la société sont aussi respectables que ceux de l'individu, tandis qu'en Angleterre l'accusé est traité comme un malheureux vraiment digne de pitié et ayant droit à la protection de la justice.

Examen des témoins. — Pendant cette phase des débats, le juge est investi d'une mission particulièrement délicate puisqu'il doit décider de l'admissibilité ou de l'inadmissibilité des preuves produites en laissant aux parties le soin de les faire naître et de les développer sous sa haute direction. Les anglais considèrent que l'intervention directe du magistrat aurait à ce moment les plus grands inconvénients, tandis que les nombreuses questions posées aux témoins par la partie qui les a cités et par l'adversaire

de celle-ci, leur paraissent offrir toutes les garanties désirables.

Ce principe a été consacré par les Codes de procédure pénale allemand, portugais et par le législateur du canton de Neuchâtel. En Angleterre où nous trouvons l'origine de cette innovation, la partie qui produit le témoin lui fait subir un premier interrogatoire, c'est « l'examination in chief », ensuite la partie adverse réinterroge ce dernier, c'est la « cross-examination » qui donne une note très caractéristique à la procédure criminelle de ce pays. Stephen prétend que la « cross-examination » est un « moyen indispensable pour arriver à la manifestation de la vérité » ; il avoue cependant qu'un tel interrogatoire peut être, dans certains cas, la source de nombreux abus et qu'il importe de le soumettre au contrôle efficace du juge.

La « cross-examination » étant terminée, la partie qui a cité le témoin a la faculté de faire subir à ce dernier un nouvel interrogatoire appelé « re-examination » et destiné à mettre complètement en lumière les points demeurés obscurs.

Au lieu d'être entendus comme en France avant le réquisitoire et les plaidoiries, les témoins cités à la requête de l'avocat de la Couronne sont « examinés » et « contre-examinés » après l'exposé fait par celui-ci au début de l'audience. Aussitôt après le conseil de l'accusé présente sa défense ; les témoins qu'il produit

sont ensuite interrogés et contre-interrogés de la même manière que ceux de l'avocat de la Couronne.

Rôle du juge pendant l'examen des témoins.

Le juge anglais ne joue pas un rôle actif pendant cette phase des débats ; il ne fait jamais subir aux témoins un interrogatoire continu comme cela se pratique en France. On lui reconnaît cependant le droit de poser à ceux-ci des questions mais il n'en abuse pas, sachant qu'il doit préserver son impartialité de toute atteinte.

Le Président anglais ne laisse pas les parties interroger à leur guise les témoins qui, dans certains cas, pourraient être entraînés à discuter sur des faits n'ayant aucune relation directe avec l'objet de l'accusation ; il doit écarter toute question qui ne lui semble pas suffisamment « pertinente » et son appréciation est souveraine. — En outre le juge empêche le témoin de rapporter des faits trop peu précis pour asseoir une conviction raisonnée et doit veiller sans cesse à ce que l'on ne vienne pas jeter dans le débat des bruits sans consistance et des propos de « ouï-dire », en s'opposant toujours aux investigations des avocats qui tenteraient de faire connaître les antécédents de l'accusé, de dévoiler sa vie antérieure et même de rappeler les précédentes condamnations encourues par lui.

En France on a toujours admis que le Président et les parties peuvent adresser aux témoins des « questions suggestives » auxquelles il leur suffit de répondre par « oui » ou par « non ». En Angleterre le juge ne permet pas la position de ces questions (*leading questions*) à la partie qui a cité le témoin tandis qu'il accorde ce droit à son adversaire. Cette singularité est fondée sur la présomption que les témoins se montrent généralement favorables à la personne qui les produit.

Il arrive souvent que pendant ces interrogatoires longs et minutieux des incidents surgissent relativement à l'admissibilité des preuves. Le juge les résout lui-même ; il peut même prononcer des peines contre les témoins qui refusent de répondre à une interpellation qu'il ne considère pas comme illégale. Une pareille attitude de la part de ces personnes constitue un manque de respect vis-à-vis de la Cour (*contempt of court*) et peut entraîner une condamnation grave.

D'autres incidents se produisent quelquefois, lorsque l'avocat de la Couronne ne semble pas avoir réussi à réunir des preuves suffisantes de culpabilité. Le défenseur s'adressant alors au juge lui dit avec une simplicité toute naturelle :

« Mylord, je vous demande si j'aurai à répondre. Il me semble que l'accusateur a complètement échoué et que si des soupçons peuvent planer sur mon client,

ils ne sont pas de nature à constituer une preuve légale ». Le Président répond souvent. « Je suis de votre avis » et l'avocat de la Couronne s'inclinant acquiesce ainsi au verdict de non-culpabilité (1). Quelquefois aussi, ce dernier, s'apercevant que les témoignages rendent l'accusation insoutenable l'abandonne purement et simplement de sa propre initiative. Le juge approuvant cette manière d'agir se borne à répondre : « Votre conduite vous fait honneur, elle est telle que nous pouvions l'attendre de de vous ». — Le magistrat anglais est donc dans la circonstance un arbitre ratifiant l'arrangement intervenu entre les parties ; il va sans dire qu'il ne manquerait pas de s'opposer à une semblable transaction s'il s'apercevait qu'elle a été dictée par une intention frauduleuse. Souvent le juge n'attendra pas que l'avocat de la Couronne fasse l'abandon de la cause, il interrompra lui-même le débat en faisant remarquer aux jurés que l'accusation est insoutenable et que dans l'occurrence un verdict de non-culpabilité s'impose. Nous trouvons plusieurs exemples de cas semblables dans les compte-rendus judiciaires anglais. Un individu étant accusé de meurtre, le rapport médical établit clairement que la victime avait succombé d'une affection cardiaque, le Président invita l'avocat de la Couronne à faire l'abandon de sa cause. Les

(1) Lewis, *La Procédure criminelle en Angleterre*, p. 11.

débats subitement interrompus se terminèrent par un acquittement (1).

De son côté le jury, par l'organe de son chef (the foreman), peut demander la clôture des débats en déclarant qu'il est convaincu de la non-culpabilité de l'accusé. Le juge se contente alors d'accéder à ce désir et le verdict d'acquittement est immédiatement rendu (2).

Plusieurs auteurs font à tort rentrer cette faculté d'interrompre les débats ou d'acquiescer à l'abandon de la cause fait par l'une des parties dans le « pouvoir discrétionnaire » du juge anglais qu'ils qualifient d'« illimité ». Nous avons montré précédemment que ce magistrat n'a pas en principe les attributions conférées à notre Président d'assises par les art. 268 et 269, du Code d'Inst. crim. et qu'il n'est pas investi à proprement parler d'un « pouvoir discrétionnaire », en donnant à ce mot la signification et la portée qu'il possède dans notre législation.

Interrogatoire de l'accusé.

Jusqu'ici nous n'avons pas vu l'accusé intervenir lui-même dans le débat. Suivant l'expression d'un

(1) Central criminal papers. March. p. 581. *Times*, 5 janvier 1844.

(2) *Times*, 14 décembre 1853.

jurisconsulte anglais, « un chapeau placé au bout d'un bâton » pourrait figurer à son lieu et place à l'audience dont la physionomie ne serait pas changée.

Le principe traditionnel *Nemo tenetur accusare seipsum* a fait maintenir jusqu'à nos jours la prohibition de l'interrogatoire dans la procédure pénale de la Grande-Bretagne. Les jurisconsultes de ce pays ont considéré pendant des siècles ce moyen d'information comme une « torture morale abominable et criminelle » (*criminosa interrogatio*) selon l'expression de Tite-Live. Notre Président d'assises était par là-même destiné à subir les critiques les plus sévères de nos voisins puisque dans la pratique, c'est lui-même qui questionne l'accusé dès le début de l'audience : « ... c'est un chat jouant avec une souris, dit un jurisconsulte anglais, c'est l'histoire du loup et de l'agneau... c'est le système, la théorie de l'accusation soutenue à grand renfort de questions insidieuses et d'observations hostiles par ce même Président. Ainsi, celui-ci se conduit à l'égard de l'inculpé comme pas un « Conseil de l'accusation » n'oserait le faire en Angleterre (1) ». Le même auteur poursuit la série de ses critiques en rappelant l'interrogatoire de M^{me} Lafarge.

Quelques rares écrivains ont, au contraire, préco-

(1) Lewis, *op. cit.*, *loc. cit.*

nisé l'interrogatoire. Bentham écrit que ce moyen d'information « permettra souvent à l'accusé de prouver son innocence et qu'il sera surtout préjudiciable aux coupables (1) ». Stephen a introduit l'interrogatoire dans son projet de Code de procédure pénale (art. 368).

Dans ces dernières années un mouvement d'opinion très accentué s'est formé en Angleterre en faveur de l'interrogatoire de l'accusé, mais tout le monde s'est accordé pour décider que le soin de poser les questions ne pourrait jamais être confié au Président dont l'impartialité doit être sauvegardée à tout prix. Afin de satisfaire les adversaires acharnés de l'interrogatoire on eut recours à un moyen terme en déclarant que désormais l'accusé serait admis à servir de « témoin dans sa propre cause » sous la foi du serment. Tel est, en quelques mots, le principal trait de la grande réforme établie par le « Criminal evidence act of 1898 ». L'étude détaillée de ce « bill » ne rentrant pas dans le cadre de notre étude, il nous suffit de constater que l'interrogatoire a été introduit subrepticement dans la législation anglaise d'une manière hypocrite et que l'accusé, désireux de se soumettre à cette épreuve *toujours facultative*, doit auparavant prêter serment.

En fait, si ce dernier s'abstient de réclamer

(1) *Op. cit.*

l' « examination », il crée naturellement dans l'esprit des jurés une impression défavorable.

La conséquence néfaste de cette réforme est que l'accusé sera fatalement amené à commettre un parjure. Sur ce point, la législation anglaise nous semble antilibérale et injuste ; elle mérite tous les reproches que les jurisconsultes ont adressé à la procédure inquisitoriale puisqu'elle compromet les droits de l'accusé en restreignant la liberté de sa défense. Nous n'hésitons pas à préférer notre interrogatoire à ce système hybride que la pratique ne tardera pas à condamner.

Résumé du juge.

Les témoins ayant été entendus, la réplique de l'avocat de la Couronne termine les débats. Aussitôt après se place le Résumé du Président (*summing up*.) qui offre en réalité peu de ressemblance avec notre Résumé tel qu'il se faisait dans nos Cours d'assises avant 1881.

Pendant l'audience, le juge anglais consigne par écrit tous les points saillants des divers interrogatoires afin de constituer ce que Bentham appelle « la permanence des preuves » destinée à rendre la délibération des jurés plus éclairée. Le Résumé consiste dans la lecture de ces notes recueillies pendant les

débats ; il est par là-même empreint d'une certaine sécheresse que le juge n'essaie pas de dissimuler sous des artifices d'éloquence. Lorsque l'issue du procès devra dépendre de la sélection que les jurés seront obligés de faire entre quelques dépositions importantes, le Président facilitera leur option en leur disant : « Si vous admettez comme véridiques tels et tels témoignages la culpabilité de l'accusé semble prouvée, si au contraire, vous déclarez que ces dépositions sont contredites par d'autres, vous vous trouvez en présence d'un doute qui doit entraîner l'acquittement. »

Le juge anglais peut-il, dans son Résumé, manifester ouvertement son opinion pour ou contre la culpabilité de l'accusé ?

Certains auteurs répondent par la négative : « Les juges ne craignent pas, quelquefois, dit sir Richard Philips, ancien sheriff anglais, de dire aux jurés que leur verdict doit être tel et rien de plus. Cette conduite, pour en parler avec le plus de ménagements, est au moins inconvenante. Les jurés doivent rester sourds à de semblables instructions. » Stephen, au contraire, déclare que le Président manque à ses devoirs lorsqu'il se borne à donner lecture de ses notes. D'après ce jurisconsulte, il ne doit pas cacher son opinion au jury dont il est le guide. Le même auteur avoue que, dans la circonstance, la tâche du juge est extrêmement lourde et demande des « aptitudes

morales et intellectuelles extraordinaires (1) ».

Les écrivains anglais citent comme des modèles du genre les Résumés de lord Camphell, de lord Erle et du baron Parke. Le premier de ces magistrats qui présida les débats de la célèbre affaire Palmer se prononça ouvertement dans le sens de la culpabilité de l'accusé. Hobbes, en appréciant les Résumés de ces grands juges, écrit que l'on croyait entendre par leur bouche non seulement « la loi vivante et armée » mais « la voix de la justice elle-même ».

**Pouvoirs extraordinaires du juge au moment de la
délibération du jury.**

Le juge anglais, contrairement à ce qui se passe en France, ne remet pas aux jurés une feuille de questions auxquelles ils doivent répondre. Ceux-ci se bornent à déclarer l'accusé « coupable » ou « non coupable » d'une manière générale. Il ne faut pas induire de là que dans tous les cas, le juge devra s'abstenir de poser des questions au jury ; très souvent il les indiquera dans son Résumé en insistant sur leur importance respective et en les classant dans un certain ordre. Dans les affaires très importantes, le Président pourra dresser un questionnaire à titre officieux, en laissant toutefois les jurés libres.

(1) Stephen, A general view of criminal law, déjà cité.

de s'y conformer ou de répondre par une déclaration générale de culpabilité ou de non-culpabilité (1).

Relativement à la déclaration du jury, le Président anglais possède un droit de contrôle exorbitant ; que le verdict soit affirmatif ou négatif, il peut réclamer une nouvelle délibération. Ce pouvoir nous semble excessif, car le bénéfice de l'acquittement prononcé à l'unanimité devrait être toujours acquis à l'accusé. C'est du reste le système admis dans notre Code d'instruction criminelle. — En outre, le juge anglais peut même faire recommencer « la délibération jusqu'à trois fois et il ne sera tenu de s'y conformer que si le jury persiste dans sa résolution (2). »

Quant à l'application de la peine, le Président a la

(1) Pour l'affaire Jameson (Juillet 1896) le juge posa au jury les questions suivantes :

« 1° Les accusés ou l'un d'eux étant à Mafeking ont-ils préparé une expédition militaire dirigée contre la République Sud-Africaine ?

» 2° Les accusés ou l'un d'eux étant à Mafeking ont-ils aidé à préparer pareille expédition ?

» 3° Les accusés ou l'un d'eux étant à Pitsani ont-ils aidé à préparer pareille expédition ?

» 4° Les accusés ou l'un d'eux ont-ils pris part à pareille expédition.

» 5° Le district de Pitsani fait-il partie des possessions dans lesquelles Sa Majesté exerce les droits de souveraineté. »

(2) Glasson, *Histoire du Droit et des Institutions de l'Angleterre*.

plus grande latitude puisqu'aucun minimum ne lui est fixé par la loi.

Dans tout autre pays, de tels pouvoirs conférés au magistrat seraient la source des plus grands abus.

En Angleterre, personne ne récrimine et les jurés sont souvent les premiers à réclamer l'intervention du juge, mais celle-ci, dans tous les cas, ne pourra avoir lieu qu'en audience publique et jamais dans la salle des délibérations comme cela se pratique en France. — En cas de doute sur un point de droit, les jurés ont encore la faculté de rendre un verdict conditionnel. Ceux-ci déclarent l'accusé coupable, mais ils laissent au juge le soin de décider si les faits relevés à sa charge constituent tel ou tel crime. Ce sont « les verdicts spéciaux avec une réserve légale ». (*Special verdicts with a legal reservation.*)

Cette attitude des jurés vis-à-vis du Président des assises, montre combien est grande leur confiance dans l'équité de ce magistrat. La bienveillance et l'appui que ce dernier prête sans cesse à l'accusé, sont considérés comme une garantie très sérieuse par chaque habitant de la Grande-Bretagne. Du moment que la liberté individuelle est protégée, on s'inquiète peu de sauvegarder les intérêts de la société. Selon de Lolme, « le peuple anglais forme, pour ainsi dire, un tout irritable dont aucune partie

ne peut être touchée sans exciter un frémissement universel ». Mittermaier ajoute que « la violation à l'égard d'un des membres de la nation de tel ou tel droit garanti par la constitution, prend la proportion d'un danger général et est ressentie par tous les autres membres comme s'ils étaient personnellement menacés (1) ». Lorsque le juré anglais place toute sa confiance dans l'impartialité du juge, c'est, à notre avis, surtout son intérêt personnel qui lui dicte cette attitude, et le respect des droits de l'accusé semble au citoyen anglais, la meilleure garantie de sa propre liberté. Craignant sans cesse les abus d'autorité envers lui-même, il redoute qu'un de ses semblables vienne à être la victime.

En résumé, pour les jurés anglais la société considérée en tant que collectivité vivante et agissante, ne paraît pas exister et dans le système que nous venons d'esquisser, l'intérêt personnel semble se substituer clairement à l'intérêt social dont la défense tient une si large place dans notre législation.

(1) *Op. cit.*

CONCLUSION

Lorsqu'il s'agira de procéder à la revision des articles du Code d'Instruction criminelle relatifs à notre procédure en Cour d'assises, les dispositions concernant le Président de cette juridiction, seront peut être appelées à recevoir quelques-unes des modifications que nous avons laissé entrevoir au cours de cette étude. Pour accomplir ces reformes, le législateur agira sagement en s'inspirant de l'organisation judiciaire de la Grande-Bretagne afin de donner à nos Présidents d'assises l'impartialité et l'indépendance que les Grands Juges de cette nation possèdent à un si haut degré. « Ce sont surtout nos Présidents d'assises, dit M. Glasson, qui devraient comprendre et imiter l'impartiale bienveillance des juges anglais. S'inspirant de l'esprit de leur loi, les juges anglais s'abstiennent scrupuleusement de tendre aucun piège à l'accusé et s'attachent à assu-

rer l'égalité la plus parfaite entre l'accusé et la défense... Si les juges anglais n'assurent pas toujours suffisamment la répression, nos magistrats, de leur côté, cherchent trop souvent un coupable. Il est utile d'atteindre tous les coupables, mais dans le doute, il vaut encore mieux, comme disent les anglais, laisser échapper dix coupables plutôt que de risquer de condamner un innocent (1). »

Avant d'entrer dans la réforme de notre procédure criminelle, le législateur, devrait, en premier lieu, réorganiser sur de nouvelles bases le recrutement de nos Présidents d'assises. Ils serait facile d'investir de ces hautes fonctions des « spécialistes en droit criminel placés sur un des plus hauts degrés de l'échelle judiciaire (2). » Ces magistrats que l'on pourrait choisir parmi les Conseillers devraient être au moins assimilés à nos Présidents de Cour d'appel. Affectés *d'une manière permanente* à la présidence des assises dans tout le ressort, leur désignation ne serait plus subordonnée comme elle l'est aujourd'hui au choix du ministre éclairé par l'avis des premiers Présidents et des Procureurs généraux.

De même que nous avons, en temps ordinaire, une juridiction supérieure statuant en dernier ressort sur les contestations civiles, nous aurions éga-

(1) Glasson, *op. cit.*

(2) Cruppi, *op. cit.* p. 283.

Jement une Cour de justice criminelle à la tête de laquelle siègeraient des magistrats rompus à ces sortes d'affaires et doués de l'autorité morale indispensable pour les présider.

Nous consentirions encore volontiers à la suppression des deux assesseurs. M. Cottu apprécie leur rôle avec sévérité quand il écrit que ces magistrats, siégeant sans doute pour la dignité de l'audience et « n'ayant aucune espèce de fonctions à remplir ne savent à quoi employer leurs temps... Ils lisent, ils baillent, ils s'agitent sur leurs sièges et ne sont guère propres dans cet état d'impatience et d'ennui à remplir l'objet que l'on s'est proposé de donner à leur coopération (1) ». Beaucoup d'auteurs pensent à ce sujet qu'un juge unique est très souvent « un juge inique ». Nous croyons au contraire avec Bentham qu'un seul magistrat suffit pour diriger les débats devant le jury et qu'« un seul est toujours préférable à plusieurs ».

Selon nous dans un système de publicité absolue, ce magistrat sentirait tout le poids de la responsabilité qui incomberait à lui seul. Or, l'idée de responsabilité étant intimement liée à l'idée de garantie, les droits de la défense seraient par là-même intégralement respectés.

Dans notre organisation judiciaire, nous voyons le

(2) Cottu, *op. cit.*

juge unique siéger tantôt comme juge des Rélérés, tantôt comme juge de Paix et l'on songe à l'heure actuelle à étendre, dans une large mesure, la compétence de ce dernier magistrat. En 1831 on réduisit à deux, le nombre des assesseurs dont les fonctions selon de Broglie « passaient pour une sinécure accidentelle ». En revanche M. Isambert déclarait « qu'il avait vu le juge unique à Old Bailey à Londres et que ce manque de solennité l'avait beaucoup blessé ». Cette raison ne nous semble pas avoir une grande portée, la question de « décorum » étant d'une importance secondaire. D'autre part, si nous envisageons le cas où la Cour est appelée à statuer sur un incident contentieux, l'arrêt rendu n'est en pratique que l'enregistrement et la consécration de l'ordonnance du Président. Pourquoi ce magistrat juge unique ne pourrait-il rendre lui-même des arrêts ?

La Cour de cassation exercerait comme parle passé un contrôle efficace en assurant le respect de la loi.

Après avoir placé à la tête de notre Juridiction criminelle un seul juge dont le choix et la compétence seraient entourés de toutes les garanties possibles, il semblerait désirable, à notre avis, que son intervention fût aussi rare que possible pendant le cours du Procès.

Les Anglais adressent à nos Présidents d'assises le reproche « de trop parler ». Cette critique renferme

une part sérieuse de vérité, car il faut se souvenir que moins ils prendront une part active dans les débats, plus leur autorité morale sera considérable (1). Introduire une telle réforme dans notre pratique criminelle serait une tâche particulièrement difficile, car nos avocats, loin de discuter avec le calme et la modération des « barristers » anglais, recherchent quelquefois les incidents d'audience et commettent souvent des excès de langage que le Président doit réprimer sous peine de voir annihiler son prestige.

Dès le début de l'affaire, le législateur pourrait abandonner le soin de questionner l'accusé à l'avocat général et au défenseur. Ce sont eux qui doivent fournir les preuves, il nous semble donc naturel de leur en procurer les moyens. L'interrogatoire continu, fait par le Président lui-même, apparaît comme un vestige de la procédure inquisitoriale qu'il importe de faire disparaître ; toutefois, pour ne rien exagérer, nous permettrions à un magistrat de procéder à la reconnaissance de l'identité de l'accusé et de lui adresser des questions destinées à élucider

(1) « On croit généralement dans le monde qu'à la Cour d'assises un Président doit toujours être en action ; rien n'est plus erroné ; il doit s'effacer au contraire devant l'affaire qu'il a entre les mains, moins il parle et plus il est écouté, moins il se montre et plus il est recherché..... » Bérard des Glageux *op. cit.*, p. 163.

certains points qui auront été laissés dans l'ombre par les parties.

De même les témoins, après avoir fait une déclaration spontanée, devraient appartenir à la défense et à l'accusation qui seraient chargées de leur faire subir des interrogatoires destinés à garantir l'exactitude des faits contenus dans les dépositions. Ce système est actuellement en vigueur dans plusieurs législations européennes où il fonctionne toujours sous le contrôle du Président.

Après avoir adopté ces modifications touchant la direction des débats, il conviendrait de conserver le pouvoir discrétionnaire comme un moyen d'information supplémentaire indispensable à la manifestation de la vérité, mais en ayant soin toutefois de ne pas lui attribuer une portée illimitée. Il suffirait, selon nous, de restreindre l'exercice de ce pouvoir aux « nouveaux développements » donnés à l'affaire par la défense ou par l'accusation. Quant aux dispositions prohibitives du Code, on ne devrait jamais permettre au Président de les enfreindre en appelant, par exemple aux débats, des personnes dont le législateur considère les témoignages comme suspects. En outre, relativement aux lectures de pièces et aux auditions de témoins pendant l'audience, on pourrait encore emprunter à certains Codes étrangers plusieurs dispositions ayant pour but de déterminer les cas dans lesquels il serait possible au

Président d'enfreindre la règle du débat oral et de déroger au principe de la notification faite aux parties en cause.

Enfin nous voudrions voir disparaître la distinction artificielle existant entre les témoins ordinaires et les témoins appelés en vertu du pouvoir discrétionnaire. Tous devront prêter le serment et cette formalité constituerait une garantie essentielle dont on ne pourrait dépouiller arbitrairement l'accusé.

Bien que le Résumé soit encore en usage dans plusieurs législations d'Europe et notamment en Angleterre où il a une importance considérable, nous croyons que sa suppression doit être maintenue dans notre procédure en Cours d'assises. En effet, si dans la Grande-Bretagne le juge peut, en quelque sorte, peser sur la délibération des jurés en leur dictant au besoin le verdict qu'ils doivent rendre, un pareil pouvoir engendrerait en France les plus grands abus. Il faut toujours compter, dans notre pays, avec un certain sentiment de défiance qui anime l'opinion publique contre les magistrats, de telle sorte que l'on est presque toujours porté à considérer, comme entachés d'arbitraire, les actes émanant de leur initiative individuelle.

Nous voulons que le Président soit pour les jurés un guide, mais nous ne pouvons admettre qu'il leur adresse au moment de la clôture des débats des

injonctions ou même un simple « ordre moral ». C'est ce que plusieurs législateurs étrangers ont décidé en supprimant le Résumé et en enjoignant au Président de se borner à donner des « instructions de droit » au jury chargé de statuer sur le fait.

Selon nous, on pourrait réaliser une réforme heureuse sur ce point, en obligeant le magistrat à analyser en leurs divers éléments les questions posées aux jurés qui renferment en elles-mêmes de véritables points de droit à élucider. Ceux-ci, au moment de leur délibération, se trouveraient ainsi en présence de faits pouvant être soumis à leur appréciation sans être obligés de prendre parti sur des controverses juridiques d'une nature toujours délicates.

Après avoir ainsi passé en revue les diverses réformes qu'il conviendrait d'adopter pour modifier la conception actuelle du rôle de notre Président d'assises, il est juste de remarquer que toutes les critiques adressées à ce magistrat par les criminalistes n'ont jamais été dirigées contre son honorabilité et son intégrité professionnelles.

Les vices, signalés au cours de cette étude, tiennent au système de notre législation ainsi qu'à l'esprit de nos institutions et non à la personne même des juges. Les auteurs anglais, généralement peu indulgents envers nous, ont déclaré à

maintes reprises que la magistrature française avait donné de beaux exemples d'impartialité et d'indépendance aux époques les plus troublées de notre histoire. Nos Présidents d'assises pénétrés des graves responsabilités qui leur incombent et d'un profond sentiment d'équité, exercent ces hautes fonctions « avec honneur et conscience » selon le vœu du législateur de 1791. Ils ont d'autant plus de mérite à s'acquitter ainsi de leurs devoirs que notre Code d'Instruction criminelle et les nécessités de la pratique soumettent très souvent à de rudes épreuves leur impartialité, en rendant ainsi leur tâche particulièrement lourde et difficile.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. LEPOITTEVIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Attributions ordinaires du Président aux débats de la Cour d'assises.	7
--	---

CHAPITRE I. — POUVOIR DE POLICE.	9
--	---

CHAPITRE II. — POUVOIR DE DIRECTION DES DÉBATS	12
--	----

De l'interrogatoire de l'accusé à l'audience de la Cour d'assises.	22
---	----

Fondement juridique de l'interrogatoire.	26
--	----

Ce qu'est l'interrogatoire en pratique.	30
---	----

Comment et par qui l'accusé devrait-il être interrogé à l'audience de la Cour d'assises?	36
---	----

Audition des témoins.	39
-------------------------------	----

Compétence du Président pour le règlement de l'ordre dans lequel les témoins doivent déposer.	50
--	----

Interpellations adressées aux témoins sur leur dépo- sitions.	54
--	----

Droits conférés au Président par l'art 270, C. I. cr.	58
---	----

Notre conception du rôle du Président pendant l'au- dition des témoins.	61
--	----

Pouvoirs conférés au Président en vertu des art. 325 et 326 du Code d'Instruction criminelle.	69
--	----

Résumé du Président.	70
------------------------------	----

DEUXIÈME PARTIE

Attributions extraordinaires du Président d'assises.

CHAPITRE UNIQUE. — DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.	81
§ I. — Origines du pouvoir discrétionnaire.	82
§ II. — Caractères et utilité du pouvoir discrétionnaire.	83
§ III. — Etendue et limites du pouvoir discrétionnaire.	84
§ IV. — A qui le Pouvoir discrétionnaire appartient-il?	89
§ V. — Règles générales concernant l'exercice du Pouvoir discrétionnaire	89
§ VI. — Applications pratiques du pouvoir discrétionnaire.	94
1 ^o Audition de témoins.	94
Appréciation du système admis par le Code et par la Jurisprudence, relativement aux Auditions à titre de Renseignement ordonnées par le Président des assises	102
2 ^o Lectures faites par le Président en vertu de l'art. 269, C. Instr. cr.	104
A. Interrogatoires.	107
B. Dépositions écrites	108
A quel moment le Président doit-il donner lecture des dépositions écrites?	109
C. Lecture des documents de l'Instruction	110
§ VII. — Etudes sommaire des législations étrangères sur le pouvoir discrétionnaire.	113
APPENDICE. — RÔLE DU PRÉSIDENT PENDANT LE RÉQUISITOIRE ET LES PLAIDOIRIES	119
LÉGISLATION COMPARÉE. — Le rôle du juge anglais aux dé- bats de la Cour d'assises.	122
EXPOSÉ GÉNÉRAL.	122
Intervention du juge aux débats de la Cour d'assises.	131
Pouvoir discrétionnaire du juge	131

Examen des témoins	131
Rôle du juge pendant l'examen des témoins.	138
Interrogatoire de l'accusé	141
Résumé du juge	144
Pouvoirs extraordinaires du juge au moment de la dé- libération du jury	146
CONCLUSION	150

FIN DE LA TABLE

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, BUSSIÈRE
